

# le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE  
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes  
5 au 11 novembre 1998



10,00 F

Du 11 novembre à l'APD

## Antimilitaristes toujours!

**N**OUS SOMMES LE 11 novembre. Voilà 80 ans qu'a pris fin une des plus grandes boucheries humaines que fut la guerre mondiale de 1914-1918. Combien de morts? 5, 10, 15, 20 millions? Personne n'en sait trop rien tant les chiffres officiels ont été truqués, minimisés, détournés... Tous ces morts pour qui, pour quoi?

Les guerres décidées par les États, qu'ils soient républicains, monarchiques, religieux ou transnationaux, ont pour but d'asseoir ou d'étendre leurs zones d'influence politique et économique. Les guerres ne profitent donc pas à la chair à canon constituée des classes laborieuses, ni même à leurs descendants. Les soldats français et allemands qui ont fraternisé ou se sont insoumis lors de ce premier conflit mondial, se sont aperçu un peu, beaucoup trop tard qu'ils ne défendaient pas leurs intérêts mais bien ceux de leurs dirigeants, et que ces intérêts sont radicalement antagonistes. Il est d'ailleurs révoltant de constater que les organisateurs de ce crime à grande échelle qu'est la guerre, ont réussi à s'approprier cette date symbolique du 11 novembre.

### À bas toutes les armées!

Le chef de l'État affublé du ministre de la Défense (donc de la guerre) refourgue des décorations à des vieux combattants qui ont « servi la France ». La France, vous savez cette grande famille où cohabitent dans l'entraide et la solidarité quelques milliardaires repus comme Mme Bettencourt (L'Oréal) ou la famille Dassault (tiens, des marchands d'armes!) avec la cohorte des chômeurs, précaires, salariés, sans-papiers, sans toit, etc. Le 11 novembre, on dépose aussi une gerbe sur la tombe du soldat inconnu devant le sommet de la hiérarchie militaire qui donnera l'ordre au moment venu à plein d'inconnus d'aller buter d'autres inconnus qu'ils soient soldats ou civils... Et oui, tout cela est parfaitement irrationnel et abject.

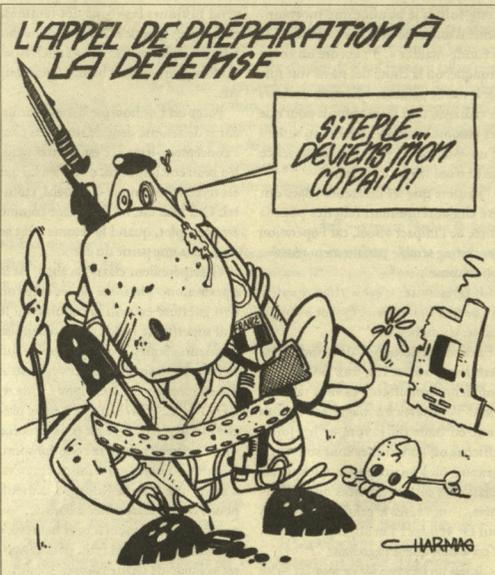
Pourtant, en lisant *Libé* du 3 octobre l'autre jour, on pouvait croire qu'on assistait à un tournant de l'histoire, l'armée allait repérer et aider les analphabètes, elle qui s'en était servi comme chair à canon. Chirac et Juppé avaient amorcé la fin du service national ancienne formule. Et maintenant avec Jospin, plus de service national obliga-

toire, juste une journée d'Appel de Préparation à la Défense (APD) qui remplace le mort-né rendez-vous citoyen d'une semaine, dissout avec l'arrivée de la gauche au pouvoir. Il est d'ailleurs intéressant de noter que le P.C. et une partie du P.S. déplorait la fin du service national obligatoire saute Chirac, garant selon eux de l'unité nationale et de l'ordre républicain... Peut-être ont-ils réalisé en prenant le pouvoir, qu'une armée, fut-elle composée de soldats-citoyens, a toujours commis les pires horreurs (guerre de 14-18, « pacification » de l'Algérie et de l'Indochine, « règlement » des conflits sociaux par la force lors du soulèvement de la Commune ou de la rébellion des Canuts) et n'a pas empêché les tentatives de coups d'État (les putschistes d'Alger étaient entourés d'appelés, putsch de l'armée chilienne contre Allende, etc.).

service national obligatoire, très coûteux, a été rendu caduc par ces nouvelles données. Nous nous réjouissons de la fin de la conscription contre laquelle nous avons milité, qui représentait une vaste entreprise de décerveau : pendant près d'un an, y étaient inculqués le respect de la discipline et de la hiérarchie, l'acceptation des inégalités, des humiliations, des sacrifices, l'abandon de tout esprit critique, le mythe du devoir et le sentiment d'appartenir à la même grande collectivité, (faux) ciment de la cohésion sociale.

Ceci dit, nous ne céderons pas à l'enthousiasme des sociaux-démocrates en tout genre. Pourquoi? Parce que ces valeurs sont toujours véhiculées dans les armées de tous les pays, parce que l'armée française, à coup de spots publicitaires démagogues, continue à embaucher. Parce que des guerres ont lieu dans

- Paroles de lycéens page 4
- Service public : on casse ! page 5
- Noisy-le-Grand : contre la haine et la censure page 8



Nous avons déjà eu dans nos colonnes l'occasion d'expliquer la professionnalisation de l'armée qui correspond à une nouvelle donne stratégique (chute du mur de Berlin, mondialisation de l'économie) et non à un intérêt soudain des dirigeants de l'État pour l'anti-militarisation. L'armée aujourd'hui doit pouvoir frapper vite et fort partout où l'ordre économique est menacé; que ce soit au fin fond de l'Afrique ou de l'Asie, dans les banlieues ou ici en cas de mouvement insurrectionnel. Pour cela, des armées professionnelles dotées de moyens technologiques avancés sont les plus efficaces. Le

de nombreux pays du monde. Parce que les États, qu'on dit riches et civilisés, engloutissent des sommes énormes (un hélicoptère Tigre vaut 40 milliards) pour fabriquer de quoi faire des guerres tout en envoyant des casques bleus « défendre la paix » ! Parce qu'une armée humanitaire n'existe pas plus qu'une poule volante. Parce que l'armée constitue l'appareil répressif de l'État et qu'elle peut intervenir en cas de conflits sociaux (cf. lois sécuritaires de Pasqua datant de 1993). Parce qu'enfin, si l'État, pour des raisons économiques et stratégiques a opté pour une armée de métier, il n'a pas renoncé ● ● ● page 8

## EDITORIAL

Aux États-Unis, un « fait divers » récent mérite toute notre attention : l'assassinat de l'obstétricienne Barnett Slepian qui pratiquait des interruptions volontaires de grossesses dans la région de Buffalo, État de New-York. Il se savait menacé de mort, mais en aucun cas ne voulait s'arrêter. Pour cela un « pro-life », la mis en joue avec un fusil à lunette et l'a froidement abattu. Ce n'est pas le premier cas du genre. En l'espace de quatre ans, on compte cinq attaques meurtrières contre des médecins au Canada et aux États-Unis. Le port du gilet pare-balles ou la location de gardes du corps devient quasiment une obligation pour les médecins qui ne veulent pas céder au chantage et aux menaces des groupes anti-IVG. Mais, et cela rend la situation encore plus dramatique, ces « fous de Dieu » sont, hélas, en train de gagner : aujourd'hui 80% des contés des États-Unis sont dépourvus de médecins pratiquant l'avortement. Dans notre doux pays de France, nous n'en sommes pas encore là. Mais n'est-il pas courant de dire que les États-Unis préfigurent notre avenir avec dix ans d'avance? À noter cependant que les commandos anti-IVG ont semble-t-il changé de tactique. En renonçant plus ou moins aux opérations coup de poing, ils veulent se donner une nouvelle image, plus festive, plus « innocent », et ils se rebaptisent eux-mêmes les « survivants ». Il n'en reste pas moins qu'ils réussissent à grossir leur rang en jouant de toutes les ficelles de l'ordre moral : les aspects les plus traditionnels de la religion bien sûr, mais aussi cette espèce de nouvel engouement neo-mystique pour un respect absolu et absolutisé de toutes formes de vie. Ainsi, la force et la dangerosité du discours des anti-IVG réside dans le fait qu'ils passent maîtres dans l'art de surfer sur des « valeurs fortes », en récupérant à leur compte les notions de « respect de l'individu » (l'embryon devant être considéré selon eux comme tel) ou même en se raccrochant à une critique de la misère sociale « qui ne doit pas servir de prétexte pour décider d'un avortement »... Face à cela, nous ne pouvons donc nous contenter de nous organiser contre les opérations d'occupations des centres d'IVG. Il nous faut peaufiner nos argumentations. Il nous faut aussi dénoncer tout ce qui peut encourager le développement des groupes dits « pro-life », en leur créant un terreau favorable, et en premier lieu, les politiques gouvernementales. Le rapport de Guigou ne prône-t-il pas, par exemple, un retour en force de la famille (en affirmant que celle-ci doit entre autres choses, intervenir directement dans l'organisation la vie scolaire?). Les restrictions budgétaires dans le domaine hospitalier ne frappent-elles pas sévèrement les services d'IVG? Enfin, il nous faut convaincre tous ceux et celles qui, bien qu'attachés aux libertés individuelles sous-estiment dangereusement le degré de gravité de la situation, en considérant un peu trop vite que le droit à l'avortement et à la contraception sont des acquis « intouchables »...

ISSN 0026-9433 - N° 1139

M 2137 - 1139 - 10,00 F



FOP 2520

# Anti-PACS en Alsace

« **C** E SONT DES mutants ! Ils ne collent pas aux stéréotypes de l'extrême droite traditionnelle. » reconnaît un militant antifasciste strasbourgeois en parlant des organisateurs d'un cycle de conférence contre le P.A.C.S. Il est en effet bien mystérieux le collectif « Alliance 206 » qui annonce ces conférences, avec comme orateurs des universitaires ayant une certaine notoriété. Un de ses responsables refuse de citer les cinq associations confessionnelles et laïques qui constituent le collectif « Notre désir n'est pas de faire de la publicité pour telle ou telle association, mais de mettre en avant un contenu. Les défenseurs du P.A.C.S ont les faveurs des médias. C'est pour cela que nous avons éprouvé le besoin de donner au opposants des éléments de réflexion solides loin de la superficialité des slogans. »

### Politique, quelle politique ?

Il se fait très insistant sur l'apolitisme des participants. C'est un paradoxe, les conférences concernées s'inscrivent dans la logique d'une manifestation devant la mairie de

Strasbourg et d'une campagne de lettres aux élus pour s'opposer à un projet de loi. Si ce n'est pas de la politique, qu'est-ce que c'est ? Les antifascistes strasbourgeois reconnaissent d'ailleurs perdre leurs repères idéologiques face à ce collectif « Cela a l'allure des fafs, les thèmes des fafs, mais pas tous. Par exemple, on ne peut pas les accuser de racisme, bref... c'est une nouvelle sorte... ». Il semble en effet que dans leurs campagnes contre l'avortement, (un de leurs thèmes de prédilection), ils se soient fermement démarqués des organisations proches du FN. Ils condamnent par la parole et l'action, le racisme ! Les animateurs des plus dynamiques de ces associations se proclament des églises protestantes indépendantes. Tout le monde semble gêné par cette nébuleuse d'associations difficiles à étiqueter. Sur le terrain, il est difficile de minimiser une capacité d'organisation capable d'être ponctuellement plus efficace que le FN. local.

### Quand les religieux agissent

Pour des raisons historiques propres à l'Alsace et à la situation de l'Église romaine dans une région où

elle n'est pas toujours majoritaire, l'intégrisme catholique est relativement faible. L'actuelle génération des pasteurs en activité dans les grandes églises protestantes, plus ou moins marquée par Mai 68 parvient à canaliser les tentations extrémistes de leurs paroissiens. Ceux-ci s'expriment soit dans le secret des isoloirs, d'où l'importance des scores lepénistes, soit en rejoignant certaines des églises indépendantes. Ces micro-structures qui peuvent néanmoins réunir plusieurs centaines de fidèles représentent une composante non négligeable de l'échiquier social. Ils sont très actifs sur les thèmes de la morale. Leurs spécificités en font des adversaires particulièrement redoutables. Ils peuvent se réclamer d'actes de résistance au nazisme, leur activisme souvent efficace dans l'entraide personnelle leur permet d'élever les critiques globales du système capitaliste. Ils véhiculent une idéologie du comportement très proche de ce

que les médias nomment le puritanisme anglo-saxon. Mais un puritanisme qu'il faut comprendre dans un contexte français où pour ne pas être discrédités ils s'efforcent de se démarquer de l'extrême droite traditionnelle et semblent éviter l'action violente. Leurs thèmes de prédilection tournent autour de la sexualité : avortement, pédophilie, pornographie, etc. Mais ils ne s'arrêtent pas là, et ajoutent des soucis écologistes, la lutte contre le racisme. Ils n'oublient pas la lutte contre la pauvreté mais comprise dans le sens caritatif. Sur le P.A.C.S. actuel cheval de bataille, leur position est significative de leur philosophie profonde. En substance, le P.A.C.S. est négatif pour «...les blessés de la vie comme la personne homosexuelle... ». Ce type d'expressions permet de mesurer leur distance avec l'extrême droite classique mais aussi le danger qu'ils représentent. Ils substituent le langage de la compassion à celui de

la haine. Il ne s'agit pas d'exclure ou de condamner celui qui se conduit différemment mais de le considérer comme victime, comme souffrant et de le ramener dans leur normalité. Cette normalité se définit par les critères de leur religion. Sur ces thèmes moralisateurs se retrouvent d'ailleurs les plus radicaux des milieux protestants, catholiques et musulmans. Les conférences de Strasbourg montrent qu'ils cherchent à sortir du ghetto religieux en se prévalant de la caution des sciences sociales. Pour cela ils ont loués une salle à la faculté des lettres. Naturellement les étudiants y ont vu une provocation, et il y eut quelques incidents. Le mouvement libertaire en cassant le concept de normalité des comportements au nom du respect des choix de la personne est sans doute le mieux armé idéologiquement pour s'opposer à cette mutation de l'activisme moral.

Jacques Niltreb

# Fils de pub

**L** ES DERNIÈRES PUBS KOOKAI, qui s'étalent en grand format sur les murs ou qui sautent à la tronche dans tous les magazines « branchés », représentent : 1 un gros plan d'une bouche de femme, ouverte, avec un petit bonhomme traversant la langue, style « Gulliver au pays des percings » ; 2 : un gros plan sur un corps féminin, avec cuisses entrouvertes, photo centré sur le maillot : cette-fois-ci le bonhomme-morpin, armé d'une tondeuse à sa taille, épile la « bande-maillot » ; 3 : encore un corps tronqué, où la chute des seins voit surfer le même parasite... Format, couleurs et cadrages, sont assez agressifs pour que les automobilistes s'arrêtent au milieu d'un rond-point pour mieux mater ce qu'ils n'ont fait qu'apercevoir.

J'espère que les créateurs-trices ont été chaleureusement félicités pour la force de l'impact visuel, car l'opération marketing semble parfaitement réussie : on en cause...

L'agressivité, c'est « the » qualité d'une pub branchée... Quant à l'originalité, y'a du boulot.

Les corps, découpés, de femmes déshabillées, aux sexes, aux bouches... implicitement offerts, ça vous rappelle rien ? Vous savez les magazines colorés tout en haut du rayon, et les jolies affiches où les femmes sont souvent à genoux, ou à quatre pattes, quelquefois aussi elles sont montrées ou baillonnées... vous savez le genre : 36 15 Mon cul est vendre ? Pornographie, voilà, c'est le mot que je cherchais.

Je fais un blocage sur ce mot-là ; parce qu'à chaque fois qu'une femme veut l'employer, il y a au moins un type, habituellement gentil garçon bien élevé, qui se met à beugler : puritaine !

D'autres, pédagogues, essaient de lui expliquer les nouvelles tendances de la photo artistique... Quand on n'a pas droit à un couplet sur la liberté d'expression, on s'estime heureuse.

La pornographie, distingué(e)s lecteurs et lectrices, nous prouve par sa racine grecque « pornè » sa proche parenté avec le mot prostitution... Aujourd'hui que l'ordre capitaliste s'épanouit dans la société du spectacle, on vend toujours les corps des femmes, mais à plus grande échelle. et on se fait beaucoup plus de fric : les minitel roses et cie se portent fort bien, merci pour eux.

Poser un bonhomme habillé sur un corps de femme dénudé non plus cher « concepteur-trice », c'est pas très neuf. Il a beau être lipitupien, c'est bien lui qui est représenté comme être social, culturel. Qui plus est, on l'envoie comme être complet, quand la femme peut se résumer à une partie du corps...

Desespérément classique aussi, est la « perfection » plastique de ces corps ou l'on guettera en vain la cellulite ou le poil superflu de la bonne marchandise messieurs-dames, c'est pas Kookai qui va faire disparaître les douces épilations à la cire chaude... Christophe Lambert, P.D.G de C. L. M. B. B. D. O. nous précise que le personnage est pensé comme « tout heureux » de faire cette épilation. Comme Robert sera « tout heureux » d'offrir une fringue Kookai à sa meuf, pour l'aider à ressembler à Barbie... ou sera plus simplement « tout heureux » de se rincer l'œil sans frais, pour revigorer sa libido de salarié fatigué...

Mais Lambert, ce grand sociologue, ne s'arrête pas là, et nous informe que « C'est déjà fini l'époque de l'homme-jouer humilié ! Nous en sommes à l'étape suivante, à celle de l'aliénation acceptée... avant la révolte. » C'est beau comme du Séguela. C'est fou ce qu'on peut être distraites, on l'a pas vu passer l'époque de l'homme humilié...

On devait être bêtement occupées à défendre le droit à l'avortement, à la contraception, l'égalité des salaires... Occupées à lutter contre... l'humiliation des femmes, récurrente, dans la

sphère privée comme dans la sphère publique.

Ce discours sur une supposée période de « domination féminine », dont la société serait désormais fatiguée, rappelle nettement celui tenu par les politiciennes du libéralisme quand ils-elles causent avenir... La société de demain doit selon eux se « débarrasser des discours archaïques » sur une lutte des classes qui, bien-sûr, n'a plus de raison d'être... On essaie de masquer l'oppression pour anesthésier toute possible rébellion... alors que, plus que jamais, le capitalisme écrase dans le sang et la misère tout à qui pourrait s'opposer à ses intérêts, alors que la vie et les droits des femmes sont, partout dans le monde de plus en plus menacés... Ce Gulliver-Kookai d'aujourd'hui, revenant à la régression infantile et voyeurisme, est tout aussi glaquant qu'il était « naturellement » misogynne le Swift du XVIIIe...

C'est donc peu dire que la fine analyse d'un(e) journaliste de *Libération* (1), voyant dans ces nouvelles pubs (Lee, Kookai, Rech) l'arrivée d'une « domination féminine » nous semble peu pertinente. Les représentations machistes s'accroissent fort bien du voyeurisme et du sadomasochisme. qui semblent très « tendance » cette année...

Un apparent « malentendu » est à éclaircir : ce n'est pas un « renversement de situations » que nous réclamons, où les dominées deviendraient dominantes, mais la suppression de ces rapports d'oppression. Quand on met en scène une femme armée, qui menace un homme en lui demandant de se deshabiller, (comme dans une récente pub), l'inversion des rôles n'enlève rien au sort de l'incitation au viol... Qui plus est, la société étant ce qu'elle est, c'est-à-dire féroce ment patriarcale, ce fut encore une fois des femmes qui se sentent agressées et beaucoup d'hommes qui goûteront ce prétendu clin d'œil...

Les femmes ne sont ni à vendre, ni à prendre, il nous semblait l'avoir déjà dit.

Jeanne (commission femme EA.)

(1) Libé du 28 septembre

## Souscription Monde libertaire

Octobre 1998 : Osse : 500 F ; Calas S. : 300 F ; Groupe FA Rouen : 226 F ; Jeanson : 100 F ; Chambon ; Schiphorst ; Perry C. ; Magne B. ; Vagnon P. ; Debieux ; Miouze C. ; Peyvel L. ; Serra ; Merlet ; Pilleul ; Libertio ; Dijet ; Grillenzoni ; Dauphin ; Gaspalou M. ; Passicot M. ; Delebarre ; Gailliot ; anonyme 78 ; Laurent S. ; Narcy B. ; Escourrou P. ; Thirion ; Bonet L. ; Vandexeghe ; Septier P. : 60 F ; Colffard D. : 28 F ; Hardy R. : 20 F. Total = 2794 F.

## Souscription procès Monde libertaire

Castan JP : 1000 F ; Abassof : 700 F ; Barrière : 590 F ; Federic J. ; Gourdon ; Gregoire ; Thoulet ; Picard S. ; Leboucher M. : 500 F ; Badaroux ; Septier ; Millot ; Girard : 300 F ; Graner ; Haro J. : 210 F ; Vejux : 202 F ; Bes P. ; Duverger ; Lhuillier ; Bellocot ; Puech D. ; Varenne C. ; Baillieu M. ; Limmacher Nivet JM : 200 F ; Malfaut : 180 F ; Cribier ; Lebec ; groupe La Mistoufle ; Bourgeois G. ; Barbareau B. : 150 F ; Verrien : 110 F ; David and Co : 105 F ; Bouteiller A. ; Gillet ; Pseudo (Vitry) ; Paulet ; Bouey P. ; Sahuc ; Sappia ; Ribes ; Wolf ; Palcy ; Catrie ; Escourrou P. : 100 F ; Akrich ; Busson : 80 F ; Tourelles R. : 70 F ; Poumes ; Vejux ; Balzer ; Marchand F. ; Bonnefis ; Blanc ; Vigier : 50 F ; Dauphin JM : 30 F.

Total = 11 867 F.  
précédent Total = 1950 F. Nouveau Total = 13 817 F.

le monde libertaire

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot  
75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08  
Fax : 01 49 29 98 59

### Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)  
Nom ..... Prénom .....  
Adresse .....  
Code postal ..... Ville .....  
Pays ..... A partir du n° ..... (inclus).  
Chèque postal  Chèque bancaire   
Virement postal (compte : C CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de PUBLI pour joindre au bulletin.  
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :  
145, rue Amelot, 75011 Paris  
Directeur de publication : André Devriendt  
Commission paritaire n°55 635  
Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé,  
76200 Dieppe.  
Dépôt légal 44 145 - 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 - La Vigie  
Diffusion N.M.P.P.

# Rouen : Répression contre les sans-papiers



AIX-EN-PROVENCE

## « Les grenouilles au bénitier, les femmes en liberté »

**L**E MERCREDI 21 OCTOBRE 1998, à Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône), une toute nouvelle association locale, « Choisir la Vie », devait tenir meeting au Palais des Congrès. Les libertaires de la région P.A.C.A. (paradoxalement, une région relativement épargnée par les grenouilles de bénitier anti-IVG), ne pouvaient rester sans réagir. Et c'est donc des militants du SCALP-Marseille, de la C.N.T. d'Aix (venus en force pour ces deux organisations) et de l'Union régionale Sud-Est de la F.A. (groupes de Marseille, Toulon et Nice), qui se retrouvèrent une fois de plus en première ligne, drapeaux noirs agités haut et fort (ce qui ne manqua pas de susciter cris et insultes parmi de jeunes fachos, fanfaronnant comme pour masquer leur amertume face à un tel comité d'accueil).

Les antifascistes sociaux-démocrates (1) avaient bien appelé à un rassemblement de protestation, mais ils n'entendaient surtout pas aller au-delà des quelques slogans habituels. Pour notre part, nous souhaitions, en fonction du rapport de force et des circonstances, perturber autant que possible le rassemblement des suppôts de M. Wojtyła. Ce qui fut fait.

Pendant plus de deux heures, d'un face-à-face quelque peu tendu, la présence déterminée des libertaires, ainsi que des jets d'œufs et de tomates bloquèrent tout accès à la salle de conférence. Les flics présents (étonnamment peu nombreux) n'en menaient pas large, coincés qu'ils étaient entre les deux

parties vociférantes (environ 150 pro-IVG contre une centaine d'anti-IVG). Du côté des partisans de l'avortement, on criait, entre autres choses : « Ah Marie, si tu avais connu l'avortement, nous n'aurions pas tous ces emmerdements » ou encore : « Les grenouilles au bénitier, les femmes en liberté » et « La capote, pas la calotte ».

Sur le coup des 22 h 30 - 23 heures, le Palais des Congrès étant définitivement fermé, nous pouvions quitter la place sous le regard bovin et rageur des fascistes du cru.

Si cette action fut réussie (et notons qu'il est rare dans notre région de faire reculer les fachos), l'attitude des antifascistes républicains est tout de même consternante de bons sentiments : pour le service d'ordre de Ras-Front, il fallait respecter la liberté d'expression, et ainsi crier quelques slogans, lancer quelques quolibets, puis laisser ces « braves » citoyens tenir leur rassemblement en paix. Certains trouvèrent même que lancer des œufs, c'était faire acte d'une violence insoutenable...

À l'avenir, face aux intégristes de tout bord et aux fascistes de tout poil, nous ne pourrions d'évidence compter que sur nous-mêmes.

Jeff. - groupe Nada (Toulon)

(1) Ras-Front [Aix et Vitrolles], l'UNEF-ID, Les Verts, la Jeunesse Communiste révolutionnaire-RED [si on l'admet au sein de ce légaliste « Front républicain » ayant pris corps ce soir-là], l'association « Citoyennes et Lesbiennes »... réclamant autant la liberté sexuelle que le droit à l'avortement.

## En bref

■ Le numéro 211 d'Alternative Libertaire (novembre 1998) vient de paraître. Au sommaire : Crime d'Etat - Semira, 20 ans pour toujours ; Europe forte-resser, Les camps de la honte ; 24 octobre - journée contre les centres fermés ; Transports gratuits pour les minima sociaux ; Les traités européens ; 11 novembre : aux sources de l'antimilitarisme libertaire ; Journée internationale contre la Mac-Domination ; Défense du service public ou de l'Etat ? ; A propos du municipalisme libertaire ; 11 novembre journée nationale des femmes  
Alternative Libertaire est disponible par correspondance : au numéro 100 FB ou 20FF. Chèque à l'ordre de Roger Noël - BP 103 - 1050 Ixelles 1 - Belgique.

■ Le groupe F.A. de Carcassonne a une nouvelle adresse. c/o Le bazar libertaire, 44, rue de la République, 11 000 Carcassonne

■ Les prochaines permanences du groupe Makhno de Saint-Etienne auront lieu le 10 novembre de 17 à 19 heures et le 24 à la même heure à la bourse du travail.

■ Le groupe Humeurs noires de Lille vend le Monde libertaire de dimanche de 11 h 30 à 13 heures sur le marché de Wazemmes. On peut le retrouver tous les vendredis sur Radio Campus (106.6 Mhz) de 20 h à 21 heures dans l'émission « La Voix sans Maître ». Humeurs Noires, B.P. 79, 59 370 Mons-en-Barœul.

**E**N NORMANDIE, COMME UN peu partout en France, se crée un mouvement des sans-papiers autonomes vis-à-vis des partis politiques.

Cela fait maintenant sept mois que le Collectif des sans-papiers du Havre occupe une église de Caucriauville. La préfecture, quant à elle, a durci le ton en rejetant leurs dossiers, alors que ces sans-papiers sont depuis longtemps en France. Devant les refus réitérés de la préfecture, quatre des occupants se sont mis en grève de la faim depuis le 3 septembre, pour augmenter la pression, mais rien n'y fait : préfecture et ministère ne veulent rien entendre. D'ores et déjà, les grévistes auront des séquelles irréversibles sur le plan de leur santé. Sur Rouen et la région elbeuvienne s'est créé, en juillet, un collectif regroupant 70 sans-papiers.

### Une répression incidieuse

À Elbeuf, depuis le 18 septembre, des sans-papiers occupent la Maison des Associations. Ceux de Rouen, depuis le 1<sup>er</sup> octobre, occupent les locaux d'une église de Grand Quevilly (ville dont Laurent Fabius est le maire). Mais depuis cette occupation, la préfecture a encore durci ses positions, refusant d'instruire les premières demandes, de recevoir les sans-papiers pour un réexamen (contrairement à ce que prévoit la loi Chevènement) et va même jusqu'à ne plus faire de notification écrites aux sans-papiers déjà régularisés. D'autre part, la répression se fait de manière insidieuse, non pas en intervenant sur le lieu d'occupation (pour l'instant), mais en s'en prenant individuellement aux membres du Collectif.

L'un d'eux, Tunisien, a juste eu le temps de se sauver de son lieu de travail où la DIGILEC venait l'attraper. Moins de chance pour M. Biyik Hassan, d'origine turque. Il a été arrêté lors d'une rafle dans un bar turc de Rouen. M. Hassan vit en France depuis plusieurs années mais n'est marié que depuis un mois avec une française avec laquelle il vivait maritalement depuis un an (le critère de la loi Chevènement est d'un an de mariage). Malgré les manifs devant le centre de rétention rouennais et devant la préfecture ; malgré le recours déposé par l'avocat et le collectif, M. Biyik Hassan a été expulsé vers la Turquie, le 21 octobre.

Vendredi 23 octobre, une manif pour la régularisation de tous les sans-papiers s'est déroulée à Rouen. Il y avait plus d'un millier de manifestants, venus également d'Elbeuf et du Havre (un nombre de manifestants bien moindre que lors de la manif contre la venue de Mégret à Rouen !).

Une manif intéressante car à l'appel des sans-papiers, rassemblant un très grand nombre de manifestants d'origine étrangère. Seule fausse note, les trotskistes (!) qui assuraient une présence voyante avec force banderoles et service d'ordre viril et parano. Les trotskistes n'ont pas compris que les sans-papiers veulent un mouvement indépendant des partis politiques.

Pour notre part, nous soutenons les luttes des sans-papiers, les aidons dans leurs démarches, mais sans pour autant les chaperonner ou leur indiquer quelle est la bonne façon de lutter. Seul un mouvement des sans-papiers autonome et fort aura raison d'une gauche frioleuse et d'un gouvernement qui ne tient pas ses promesses.

Jean-Pierre Levaray  
(groupe de Rouen)

## abonnez-vous!

### Faits d'hiver Le sexe des anges

Si l'on en croit l'urologue brésilien Roberto Trulli, qui étudie la question depuis plusieurs années, la crise économique, et la menace du chômage qu'elle engendre, réduit (en moyenne) la taille du pénis de deux centimètres.

À l'issue d'un an de crise au Brésil, le spécialiste a, en effet, remarqué que chez 32 % des sujets qu'il a étudiés « La taille moyenne du pénis au repos, qui était de 7 cm, est désormais de 5 cm ».

À ce rythme, et vu l'insolente prospérité de la crise qui ravage aujourd'hui le « village mondial », c'est à l'évidence l'avenir du zizi du travailleur qui semble menacé.

D'après un sondage I.P.S.O.S. réalisé du 9 au 17 octobre sur un échantillon de 533 salariés du privé pour le compte du C.N.P.F., il ressort que 56 % des personnes interrogées reconnaissent éprouver « un sentiment positif » à l'égard de leur patron quand ce n'est pas de la « sympathie » (36%), voire de « l'admiration » (23%).

En clair, les salariés français du privé « aiment » leur patron qui, pourtant, ne les met pas à l'abri du chômage!

Rien ne nous autorisant à affirmer que les travailleurs français sont atteints du syndrome brésilien (car, 7 cm, faut pas déconner!) ni que cet éventuel syndrome puisse être consécutif à un amour que tout révolutionnaire tatoué lutte des classes se doit de dénoncer comme pervers, on nous pardonnera cependant, internationalisme oblige, de lancer aux uns et aux autres cet appel vibrant : « Zizis prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! ».

Jean-Marc Raynaud

# Témoignages de lycéens en Ile-de-France

L'émission Chronique syndicale sur Radio libertaire accueillie le 24 octobre, quatre lycéens : Victoria du Lycée Lamartine (Paris), Manel du Lycée Toulouse-Lautrec (Vaucresson, Yvelines), Paul et Floréal (mandatés par l'A.G. du Lycée Chaptal, Paris). Quelques extraits de l'interview réalisée par Sylvie.

**Victoria :** La mobilisation des lycéens est partie de la province, à Paris, nous avons pris le train en route mais sur les mêmes revendications générales : plus de profs, plus de pions, plus de moyens.

**Floréal :** Certaines classes se sont mobilisées et ont essayé de faire bouger les autres en convoquant des A.G. À Chaptal, nous avons décidé de nous coordonner avec les autres lycées mobilisés au sein de la Coordination Paris nord qui s'est transformée en Coordination lycéenne indépendante, pour contrer la F.I.D.L. qui se dit représentative du mouvement lycéen alors que nous ne la voyons nulle part à Paris et que la province ne la connaît pas. Sur la région, ils se disent 300 alors que nous étions 30 000 dans la rue.

**M.L. :** La F.I.D.L. est une émanation du P.S., le pouvoir cherche à canaliser le mécontentement des p'tits jeunes pour éviter un mai 68.

**F. :** Oui, tous les médias n'ont montré que la F.I.D.L. au début. Il a fallu attendre plus de dix jours pour que le Monde ou France Inter évoquent la Coordination lycéenne indépendante.

**Paul :** Nous n'avions vu la F.I.D.L. que l'an dernier dans les mouvements anti-FN. Si nous avons créé la Coordination, c'est pour montrer qu'il n'y pas que la F.I.D.L.

**V. :** Cette coordination s'est vraiment créée spontanément. Certains lycées sont descendus dans la rue, sont allés chercher d'autres lycées. Nous avons pris rendez-vous et nous nous sommes inclus dans la Coordination.

**M.L. :** A l'intérieur des lycées, comment vous êtes-vous repérés? Comment avez-vous été reçus par les profs, par les élèves?

**F. :** Ceux qui étaient mobilisés sont venus chercher les autres dans chaque classe en proposant qu'il y ait un représentant par classe pour organiser la grève et en appelant tous les élèves à l'A.G. Quand nous

sommes allés à Carnot, nous n'avions pas composé de délégation, alors nous sommes entrés par les portes, les fenêtres, en courant dans les couloirs. Nous n'avons pas bien été reçus. Au contraire, quand nous entrons en disant « Bonjour, nous avons besoin d'un délégué pour l'A.G. », là c'est mieux perçu et les profs lâchent plus facilement les élèves.

**V. :** À Lamartine, le mercredi 14 octobre, nous avons dit à tous les élèves que nous voulions faire une A.G. dans la cour et presque tout le lycée est venu. « Voilà, il y a des lycées qui bougent. Nous, nous avons eu des problèmes l'an dernier. Voulez-vous faire grève? ». La grève a été votée, nous avons fait appel à tous les délégués et à tous les volontaires pour élire des représentants.

**F. :** Parmi les représentants, 4 ou 5 étaient mandatés pour aller à la Coordination, le soir à Jussieu. À Chaptal, nous avons repris les revendications nationales en les discutant, les approuvant et en élaborant d'autres revendications locales dont la création d'un foyer pour tous les élèves, le refus d'une gestion privée de la cantine (projet en cours, si bien que les tarifs vont augmenter) ou bien encore la solidarité avec les autres lycées mobilisés.

**M.L. :** Un mouvement unitaire compte tenu de revendications particulières, est-ce difficile?

**V. :** La grande divergence entre la Coordination et la F.I.D.L., ou entre la F.I.D.L. et la province, c'est l'acceptation ou non des mesures Allègre et du rapport Meirieu. Sinon, nous voulons tous être moins par classe, avoir plus de profs, plus de moyens mais de ces moyens, qu'allons-nous en faire? C'est déjà ça qu'il faut se demander.

**M.L. :** A Vaucresson, quel regard tu poses sur ces événements?

**Manel :** Il s'agit d'un lycée public en internat, le seul en France à être adapté pour des jeunes valides et des

personnes à mobilité réduite. Quand nous avons vu des affiches dans le lycée, nous nous posé la question des problèmes présents dans le lycée.

Nous n'avons pas les mêmes revendications car nous avons beaucoup de moyens et du personnel en informatique et nous sommes peu par classe. Mais nous manquons de matériel pour que les jeunes présentant un handicap lourd puissent étudier facilement, et le règlement intérieur est stressant : les premières et terminales doivent se coucher à 22 h 30 mais les jeunes handicapés doivent l'être à 21 heures. Et il n'y a pas moyen de discuter : 21 heures, un point c'est tout, par manque de personnel.

**M.L. :** Après la manifestation de mardi 20 octobre, où en êtes-vous?

**V. :** Il n'y a pas eu la grande démobilité racontée par les médias, l'information est bien passée dans les lycées.

**F. :** Nous nous sommes bien mobilisés, en nous donnant les moyens de réaliser de vraies affiches grâce à une caisse commune. Nous avons organisé les services d'ordre par lycée. Des profs de Chaptal sont venus nous soutenir. Quant à la F.I.D.L., ils accaparent les médias; seule une lycéenne de Marseille a pu parler et dire ce qu'Allègre a proposé, c'est-à-dire rien. Une rencontre de vingt minutes, un papier blanc, il a bu un verre d'eau et il est parti.

**M.L. :** Revenons aux mesures Allègre.

**P. :** Sur la première mesure relative à la démocratie, le surlendemain, le FNJ, filmé par FR3, distribuait des tracts devant le lycée Chaptal, essayant le droit d'expression et d'affichage affirmé par Allègre!

**V. :** Quant aux emplois-jeunes, au niveau de la Coordination, nous nous sommes prononcés contre la précarisation croissante.

**F. :** 10 000 emplois-jeunes, 3 000 surveillants, 1 000 appelés, ça fait 14 000 : nous demandons 100 000 postes et des profs ! Nous ne voulons pas d'allègement de programme mais une meilleure organisation de l'emploi du temps. Si en terminale, ils sucrèrent des parties du programme, ça va porter sur quoi? La résistance lors de la seconde guerre mondiale?

**P. :** Nous ne nous battons pas seulement pour nous, mais aussi pour les générations à venir.

**M.L. :** Il va être demandé aux maîtres auxiliaires d'enseigner une discipline qui n'est pas la leur.

**F. :** Comme il y a trop de profs de philo et pas assez de profs d'espagnol, alors il faudra que les profs de philo enseignent l'espagnol, même s'ils ont étudié l'anglais et l'allemand!

**V. :** Le ministère se place dans une logique du moindre coût. Allègre dit « des élèves avec un prof ». Il se fout de ce que le prof et les élèves font. Nous allons tout faire pour être entendus à la rentrée.

**M.L. :** Qu'est-ce que ce mouvement a provoqué en vous?

**M. :** Nous avons fait la grève mais ça n'a abouti à rien. Il faut faire bouger les choses. Faire grève, ça foule la trouille, quand on est en fauteuil roulant comme moi, mais c'est génial. Ça fait du bien de revendiquer.

**F. :** J'y ai vu l'égoïsme de certains et la solidarité des autres. La grève, c'est plus fatiguant que d'aller en cours!

**P. :** J'ai pris cela comme une véritable action de citoyenneté. Avec beaucoup de prises de gueule mais ça a donné une conscience politique.

**V. :** Chaque revendication est l'aboutissement de quelque chose de beaucoup plus large, d'une pensée, d'une interprétation du monde. C'est surtout une question de prise de conscience.

Retranscription : Hélène Hernandez

## prison de Lannemezan Lettre au procureur de Tarbes

Une cinquantaine de prisonniers de la Maison centrale de Lannemezan ont adressé une lettre de revendications au Procureur de la République de Tarbes. Cette lettre a été lue dans le cadre de l'émission Ras-les-murs sur Radio libertaire.

Après ceux de Bois d'Arcy et Moulins-Yzeure, les détenus de Lannemezan attirent l'attention de tous sur les conditions inadmissibles des parloirs familiaux. Cela nous rappelle l'urgence de la mise en place des parloirs intimes, ce qui avait été reformulé par la campagne sur le droit à l'intimité en prison, en 1997, par l'Observatoire international des prisons.

Ras-les-murs.

X  
N°  
Maison Centrale  
Rue des Saligues  
BP 166  
65307 Lannemezan.

M. le Procureur de la République  
Tribunal de Grande Instance  
6, rue du Maréchal Foch  
65307 Tarbes

Monsieur,

Conformément aux dispositions de l'art. D180 du CPP, vous êtes membre de la Commission de surveillance de la Maison centrale de Lannemezan.

Par la présente, j'attire votre attention sur les conditions déplorables dans lesquelles les détenus rencontrent leurs familles au parloir de la Maison centrale de Lannemezan. En effet, les cabines sont exigües, aucun isolement phonique n'est installé, ce qui transforme les parloirs en « hall de gare ». Un diffuseur d'air tente sans succès de compenser l'absence totale de fenêtres, les conditions d'hygiène ne sont manifestement pas remplies pour accueillir décemment les détenus et leurs familles.

Une caméra est posée sur chaque cabine, ceci en toute illégalité (voir annexe à la circulaire D27 n°1011 du 3 mars 1983). Pareil équipement, outre qu'il soit hors la loi, porte gravement atteinte à l'intimité minimum que l'on est en droit d'avoir, ce qui détériore la qualité des visites entre les détenus et les proches.

De plus, les enfants n'ont pas de salle de jeux leur permettant de supporter le temps passé en pareil endroit. Les enfants, dans ces conditions, s'énervent, crient et rendent ainsi les parloirs très bruyants.

Je vous prie d'intervenir afin de mettre un terme à ces conditions de visite qui représentent une atteinte caractérisée au maintien des liens familiaux. Liens familiaux qui sont un des facteurs majeurs favorisant le reclassement social du détenu, une fois sa peine purgée.

Connaissant votre attachement au respect des Lois de la République et l'application stricte de celles-ci, je ne doute pas que vous donnerez suite à ma présente requête.

Dans l'attente de vos nouvelles, je vous prie de croire Monsieur le Procureur de la République à l'assurance de mes plus respectueuses salutations.

X

## La BNF en grève

**D**EPUIS LE 20 OCTOBRE 1998, LE PERSONNEL de la Bibliothèque nationale de France est en grève et maintient la fermeture du site de Tolbiac. Ce mouvement a été déclenché par le ras-le-bol ressenti par le personnel, après une semaine et demie d'ouverture des salles de recherche, impossible à faire fonctionner en l'état actuel.

Le blocage quasi-total du système informatique de gestion de la communication des documents a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. En effet, depuis longtemps déjà le personnel exprime son mécontentement devant les problèmes rencontrés à la B.N.F., problèmes continuellement niés ou minimisés par la direction. Le personnel n'attend plus rien d'une direction attentiste et a décidé d'impulser, dans le cadre d'états généraux, une véritable réflexion autour de l'organisation du travail.

Les différentes catégories de personnels sont noyées dans une architecture mégalomane et bâclée. Les agents de la B.N.F. doivent subir des conditions de travail inacceptables : plannings imposés, ambiance béton/métal, lumière artificielle toute la journée, climatisation mal réglée, matériel de magasi-

nage inadapté (n'importe quel professionnel des bibliothèques aurait refusé le choix de tels rayonnages mobiles).

Le personnel en grève revendique : un jour de fermeture hebdomadaire pour le consacrer à des tâches internes : formation, réunions de service ; une révision générale des conditions de travail ; la réduction des horaires d'ouverture au public.

Il faudrait ajouter à cela une clarification de la situation des emplois précaires toujours plus nombreux (vacataires, CES, CDD...) et une révision du statut des titulaires de catégorie C. L'intersyndicale s'est heurtée à une direction atone et dépassée, incapable d'assumer ses erreurs dénoncées par le personnel depuis longtemps. Les négociations se sont alors engagées avec le ministère de la Culture le 23 octobre.

Le mouvement s'étend aux sites de Richelieu, de l'arsenal, et reçoit le soutien d'autres bibliothèques et établissements de service public. Les lecteurs rencontrés sont dans leur grande majorité favorables à ce mouvement qui n'est pas une action corporatiste destinée à défendre les seuls intérêts du personnel mais un mouvement qui veut aboutir à un fonctionnement satisfaisant de la BNF.

Hervé

## Tout est bon dans le cochon... Surtout les subventions

**L**E TAUX D'AUGMENTATION annuelle de production européenne de porc est de 7%. Les frigos des grands abattoirs croulent sous quelque 80 000 tonnes de stocks. En France, la consommation de viande de porc par habitant stagne, et même diminue sans doute légèrement. Les marchés solvables extérieurs à la Communauté en viande de porc sont étroits : la crise asiatique et le marasme économique en Russie ferment des perspectives de débouchés. Conséquence logique : l'effondrement des cours. Alors qu'il était payé 12,57 F au producteur au plus fort de 1997, le kilo de porc descend à 5,65 F à la mi-octobre 1998. Dans un tel contexte, le bon sens (paysan) voudrait que l'on adaptât l'offre à une demande en baisse. Un enfant de huit ans le comprendrait. Et bien, non, la production ne baissera pas ! Comme le confirme le président du Syndicat national du commerce du porc (SNCP), dont le quotient intellectuel doit être indexé sur le cours du porc en période de crise : « Notre position est claire, nous avons besoin d'une production porcine française abondante et forte. » Alors, que propose-t-on ? La Commission européenne débloque des aides d'urgence d'un mon-

tant d'environ 136 millions de francs. D'une part, le stockage des carcasses dans les entrepôts frigorifiques privés sera subventionné. D'autre part, les éleveurs recevront des aides à l'exportation vers la Russie. Par ailleurs, on relance la consommation intérieure : viande de porc mise en avant dans les linéaires, maintien de prix promotionnels jusqu'à la fin de l'année. C'est-à-dire : remèdes artificiels et une fois de plus, pompage du contribuable. Nos experts n'ont pas encore mis au point une taxe sur la non-consommation de viande de porc, mais cela ne saurait sûrement tarder.

### Un enjeu européen

La « maîtrise » de la production reste le sujet tabou par excellence. Lorsqu'on l'évoque, c'est avec la langue de bois. Certains parlent de « prendre des mesures pour une adéquation souple de l'offre à la demande » (!) Les Espagnols sont « favorables à une certaine discipline » (?). La Hollande fait preuve d'une plus grande franchise : elle refuse d'envisager une maîtrise jugée « trop coûteuse et trop compliquée ».

Les plus gros éleveurs ne veulent pas s'attaquer à la surproduction chronique. Et pour cause ! Chaque crise élimine 20% des éleveurs, permettant aux industriels de s'accaparer une part croissante de la production, et accentuant la concentration. En France, seule la catégorie des élevages de plus de 1000 porcs a progressé entre 1979 et 1995 : de 5% en nombre leur poids économique représente actuellement 55% du cheptel. Car si les élevages les plus pointus, dont une bonne part s'est agrandie illégalement, culminent à 240 000 F de revenu par an, par actif familial, les exploitations les moins performantes succombent au manque de réserve financière.

Selon une enquête d'un cabinet d'études du Finistère, 30% des producteurs sont déjà en cessation de paiement, 30% risquent de l'être d'ici novembre. Seulement 40% pourront tenir jusqu'en juin 1999 ! « Il n'y a pas trop d'éleveurs, il y a trop de porcs dans certains élevages ». Il faut noter, une fois encore, l'hypocrisie et l'incohérence des mieux armés. De ceux qui ont accepté des accords du G.A.T.T. imposant à l'Europe l'importation de 700 000 tonnes de viande porcine... alors que le continent était autosuffisant. Des autorités bruxelloises qui pour-



suivent la France pour non-respect des normes de pollution... mais qui laissent s'accroître la course éperdue aux investissements de capacité. D'une profession qui invoque le libéralisme quand les bonnes années engraisent sa trésorerie... mais plaide la socialisation des pertes. L'intervention des pouvoirs publics, quand la conjoncture s'inverse ; qui s'acharne à surproduire pour exporter tous azimuts... mais qui saccage tout ce qu'elle rencontre quand elle découvre des viandes étrangères. Pour contenir la prolifération des

élevages hors-sol porcins, plus de 90 associations de tous horizons se sont unies au sein d'une Coordination nationale contre les porcheries industrielles. Une initiative qui a le mérite de poser un problème aigu, de faire prendre conscience d'une réalité alarmante et de commencer à établir un rapport de forces entre une minorité qui agit à sa guise en toute impunité et une majorité excédée, mais qui ne semble avoir ni perçu le degré de gravité de la situation, ni pris la mesure de sa force. **Jean-Pierre Tertrais**

## Casse des services publics Du service public au service universel

**L'**ÉTAT A LONGTEMPS CONSTITUÉ UNE SORTIE D'AVANCÉE sociale pour beaucoup de ceux qui subissent la domination capitaliste. Les luttes du mouvement ouvrier ont été ponctuées de victoires qui ont souvent pris la forme, au niveau général, d'une loi garantissant telle ou telle avancée obtenue dans la lutte. Ce n'est que pour cette raison que l'État peut sembler à certains être le défenseur des opprimés contre le marché. En fait, il ne fait que sanctifier le rapport de force obtenu dans les luttes réelles.

Il est, du coup, illusoire de s'en remettre à lui pour se protéger. Mais l'illusion fonctionne bien. On parle de droit du travail comme si les protections en question étaient la création de l'État en dehors de la réalité sociale. Ce droit ne fait que généraliser des protections qui n'ont pas, en principe, à être gagnées et remises en cause quotidiennement et dans l'entreprise.

L'État s'est toujours exprimé, sous couvert de légitimité républicaine non partisane, de gérer les avancées sociales. Cela a été notamment le fait de certaines structures fonctionnant sur le principe mutualiste et autogérée qui sont attribuées de façon erronée à l'État. La Sécurité sociale fonctionne ainsi sur un principe de solidarité.

Mais elle est dévoyée au point que les travailleurs ne voient plus, souvent, la différence entre l'État et la sécu. Il y a un vrai processus d'aliénation où les victoires progressives du mouvement ouvrier semblent lui devenir extérieures et lui échapper. L'État est au cœur de ce processus. Si bien que s'il décide de ne plus garantir ces avancées dans une période de chômage de masse, il est fort à craindre que l'avancée en question soit remise en cause.

### Service public et « efficacité » libérale

Depuis une vingtaine d'années, c'est bien une politique de casse du service public qui est à l'œuvre. Les services publics sont redéfinis dans un sens différent de celui qui avait présidé à leur création. L'idée de service public n'est pas indifférente aux anarchistes. Ce n'est que son utilisation comme palliatif du marché et producteur d'une cohésion sociale dans une société inégale qui la rend critiquable. C'est, en effet, la raison pour laquelle les services publics se sont développés pendant longtemps.

Étant conçus comme les béquilles du marché, ils deviennent importants en proportion des effets négatifs du marché. Depuis

1980, l'ère libérale a permis de changer cet état de fait afin d'adapter les services publics au libéralisme.

Ce n'est pas qu'ils aient disparu mais leur gestion montre une redéfinition libérale de l'intervention de l'État. À l'égalité, s'est substitué l'équité. Au service public, s'est substitué le service universel. L'idée est que la péréquation à l'œuvre (le même prix est payé par tous quel que soit l'usage fait du service ce qui amène des personnes qui n'en usent pas à le payer de façon à réduire le prix pour ceux qui en usent) doit être de plus en plus réduite.

Les services doivent le plus possible être payés au juste prix. Il ne doit être concédé gratuitement qu'un service minimum de mauvaise qualité (pour qu'il ne soit pas attrayant) à ceux qui ne peuvent avoir accès aux autres services sur le marché et pour lesquels une concurrence existe. C'est ce prix là qui doit être payé pour préserver une certaine cohésion sociale et une certaine unité nationale. Les services publics ne servent alors plus qu'à appuyer la logique inégale de la société et non pas à s'y confronter comme alternative.

À la poste, on proposera un service minimum pour tous de manière gratuite mais le moindre service efficace doit être payé. C'est ainsi que la Poste à développé les filiales, type Chronopost, chargé d'offrir un meilleur service, la garantie du lendemain, en concurrence avec d'autres entreprises telle UPS. Les télécommunications, de la même façon, ont été séparées car le service universel doit être minimum. En matière de télécommunication, France Télécom développe par exemple des filiales sur le créneau du portable mais, dans le même temps, annonce la suppression de 30% des cabines publiques. C'est ça le service universel.

Le gouvernement file à une entreprise privée un cahier des charges respectant le service universel en contrepartie de privilèges accordés et de subventions. Le service public devient alors une entreprise devant gérer ses employés comme les autres. On comprend la lutte de tous les salariés des services publics depuis de nombreuses années.

À l'hôpital, il existera un service universel qui permettra à tous d'avoir accès aux soins généraux mais la rentabilité commande de concentrer les moyens en quelques endroits après à gérer certains soins, quitte à imposer des kilomètres ou à offrir les usagers au privé. Ainsi, les nouvelles procédures proposées par les Agences Régionales visent à rationaliser l'usage des soins. Il suffit de fermer des unités ou de les asphyxier afin de concentrer les moyens dans quelques grands centres. Il suffit de rationaliser à partir d'un nombre d'habitant par

unités de soins qui mélangent le public comme le privé de façon à le mettre directement en concurrence. C'est ainsi que les usagers peuvent se détourner de l'hôpital qui fournit en certaines occasions de moins bonnes prestations. On organise ainsi tranquillement la fuite vers le privé.

### Écoles de riches, écoles de pauvres

À l'école, c'est bien ce même service universel qui est à l'œuvre dans les projets. Le projet Jospin-Allègre-Mérieu est la concrétisation de ce passage, pour l'école, du service public au service universel. La décentralisation est un processus de rationalisation analogue à celui de l'hôpital dans lequel les établissements publics comme privés seront inclus également.

Le projet consiste à dire qu'on n'ira pas plus loin en matière de démocratisation. Donc, il faut, maintenant, surtout économiser des moyens qui deviennent inutiles puisque l'optimal a été atteint. C'est ainsi que le mieux enseigner se substitue au plus d'enseignants. C'est ainsi que la réduction des horaires pour les élèves est proposée par le ministre. Il n'est pas question de dire que la question de l'acte éducatif ne doit pas être repensée ou que les élèves ne peuvent légitimement demander à travailler moins et sur des connaissances qui les intéressent. Mais permettez de douter qu'un ministre reprenne ces revendications à son compte sans arrière-pensées. En effet, cela permettrait d'offrir un service universel minimum aux élèves qui pourrait être utilement complété par des services concurrentiels et complémentaires. C'est le cas pour l'école ou des villes où des écoles de riches pourraient proposer pleins d'activités à leurs élèves l'après-midi tandis que les villes de pauvres seront bien en peine de compléter les activités.

C'est cette transformation qui est à l'œuvre aujourd'hui, avec plus ou moins d'avancée, dans la gestion des services publics. Le service universel, c'est le truc de la commission européenne pour trouver un consensus sur les services publics en Europe. C'est surtout le nouveau dada de la gauche libérale pour parler des services publics. Les services publics ne doivent exister que pour les plus pauvres afin de préserver la société de la révolte, mais il ne s'agit pas de dépenser sans compter, il faut rationaliser. Pour les autres, il leur reste le marché ! Il y a là un vrai enjeu de lutte aujourd'hui.

Most

nce

et la grève mais ça faut faire bouger rêve, ça fout la et en fauteuil rouis c'est génial. Ça diquer.

ne de certains et autres. La grève, t que d'aller en

omme une véri-royenneté. Avec de gueule mais conscience poli-

ation est l'abou-que chose de d'une pensée, on du monde. question de prise

ène Hernandez

ezan  
reur

e de Lan-  
eur de la  
e cadre de

mus de Lan-  
admissibles  
la mise en  
par la cam-  
Observatoire  
as-les-murs.

publique  
ance

vous êtes  
centrale de

orables dans  
e la Maison  
aucun isole-  
en « hall de  
l'absence  
nt pas rem-

galité (voir  
quipement,  
imité mini-  
ualité des

ant de sup-  
ces condi-  
yants.

ditions de  
n des liens  
vorisant le

publique  
donneriez

onsieur le  
ectueuses

X

dans le monde

# L'univers carcéral aux États-Unis

**P**ARTOUT DANS LE MONDE, des patrons, des policiers, des agents de l'État ou des particuliers profitent de la précarité des travailleurs clandestins pour les assujettir aux pires conditions de vie et de travail.

## La détention des demandeuses d'asile

Les lois sur l'immigration de 1996 accentuent l'usage de la détention. Le nombre de demandeuses d'asile détenues



dans des centres administrés par l'*Immigration and naturalization service* (INS : Service d'immigration et de naturalisation des États-Unis) s'est considérablement accru augmentant de 75 % entre 1996 et 1998.

L'INS disposait au début de 1998 d'environ 15 000 « lits » et prévoyait que ce nombre atteindrait 24 000 en 2001, date à laquelle la plupart des demandeuses d'asile seraient placés dans des maisons d'arrêt. Les conditions de détentions sont souvent dures et inhumaines.

Fanziya Kasinga affirme avoir fui son pays, le Togo, à l'âge de dix-sept ans pour éviter le rite de la mutilation sexuelle et un mariage arrangé comme quatrième épouse d'un homme trois fois plus âgé. Quand elle est arrivée à l'aéroport international de Newark, elle était sûre de trouver refuge dans un pays qui « croit en la justice ». Au lieu de cela, elle fut conduite au centre de détention d'Esmer, à Elizabeth, New Jersey, où elle a été enchaînée plusieurs fois, mise dans une cellule d'isolement et s'est vue refuser des serviettes hygiéniques.

Les persécutions spécifiques aux femmes ne sont pas reconnues comme pouvant autoriser une demande d'asile. Ces femmes comme des milliers d'autres demandeuses d'asile restent emprisonnées pendant des mois ou même des années en attendant la fin des procédures légales. Leur seul « crime » : avoir voulu trouver un refuge contre les mauvais traitements.

## L'univers carcéral américain

Le nombre de personnes incarcérées dans les maisons d'arrêt et les centres de détention (1) a triplé entre 1980 et 1996. Le nombre de femmes emprisonnées a quadruplé pendant la même période. Le nombre total de prisonniers s'élevait à plus de sept cent mille personnes à la mi-97. Plus de 60 % des prisonniers appartiennent aux minorités ethniques.

Plus de 350 prisonniers ont été exécutés depuis 1990. Certains étaient mineurs au moment où ils ont commis leurs crimes et d'autres souffraient de graves troubles mentaux. Pas moins de 74 personnes ont été exécutées en 1997, chiffre record depuis quarante ans. En 1998, 38 États américains prévoyaient la peine de mort dans leur législation. En juin 1998, 43 femmes se trouvaient dans le « couloir de la mort » dans 15 États.

À la fin de 1994, le procureur du district d'Oklahoma City a fait campagne pour sa réélection en se vantant d'avoir « envoyé 44 meurtriers dans le couloir de la mort ».

Une étude récente publiée en juin 1998 a révélé qu'à Philadelphie, le risque d'être condamné à mort est quatre fois plus grand pour un noir que pour un blanc, en tenant compte des circonstances aggravantes. Depuis le rétablissement de la peine de mort en Pennsylvanie, en 1978, les autorités de Philadelphie ont condamné à mort huit fois plus de noirs que de blancs. Alors que les noirs ne constituent que 12 % de la population des États-Unis, 42 % des condamnés à mort sont afro-américains.

## Les mineurs délinquants et les malades mentaux

En mai 1998, plus de 25 prisonniers étaient en instance d'exécution au Texas

pour des crimes commis avant l'âge de dix-huit ans. Huit mineurs délinquants ont été exécutés depuis 1990. Dans 24 États américains, la législation autorise l'application de la peine de mort aux personnes âgées de moins de dix-huit ans au moment du crime.

## Condamnations et exécutions

Plus de 3 300 prisonniers sont actuellement sous le coup d'une condamnation à mort. Depuis la fin du moratoire sur la peine de mort en 1977, les États-Unis ont exécuté 467 personnes. Trente-cinq nouvelles exécutions ont eu lieu cette année (avant juillet 1998). Soixante-deux ressortissants étrangers étaient sous le coup d'une condamnation à mort; la plupart avaient été privés de l'assistance des autorités consulaires de leur pays d'origine, en violation de la législation internationale.

Secrétariat aux Relations internationales de la Fédération anarchiste

Source : *Industrial Worker*

(1) Les centres de détention sont réservés aux individus condamnés à des peines supérieures à un an d'emprisonnement, tandis que les maisons d'arrêt accueillent les prévenus en instance de jugement, ainsi que les personnes condamnées à des peines ne dépassant pas un an d'emprisonnement.

# Marche mondiale des femmes en l'an 2000 Nous marcherons

**L**E 4 JUIN 1995, QUINZE MILLE personnes acclament à Québec les 800 marcheuses contre la pauvreté qui depuis dix jours sillonnent les routes de la province. Mais surtout ne pas s'arrêter là !

Aussi, lors du Forum mondial des femmes à Pékin, des militantes québécoises proposent d'organiser une Marche mondiale des femmes pour l'an 2000. L'idée est retenue avec enthousiasme. Et ce 17 octobre 1998, journée de lutte contre la pauvreté, 200 femmes venues de 60 pays s'accordent pour lancer cette Marche. Deux thèmes fédèrent au niveau international : la lutte contre la pauvreté et pour le partage de la richesse et celle contre les violences faites aux femmes et pour le respect de leur intégrité physique et mentale. Deux axes qui révèlent un cri pour dire que le monde tourne mal et un appel à le changer.

Avons-nous besoin de rappeler que certaines régions du monde survivent grâce essentiellement au travail des femmes, travail non rémunéré la plupart du temps quand il s'agit du portage de l'eau, de l'élevage, de l'agriculture, des soins ou de l'éducation ? Avons-nous besoin de rappeler que les violences et la misère pèsent plus fortement encore sur les femmes, dans ces mêmes régions mais aussi dans toutes les autres ? Que leur corps ne leur appartient pas, quand il est exhibé, exploité, excisé, vendu, violenté, violé ou quand il sert d'armes de guerre et de purification ethnique. Que la violence soit militaire et guerrière ou qu'elle soit économique et capitaliste, ce sont les femmes qui très majoritairement subissent ces violences. Sémira ou Talisma en sont aujourd'hui les symboles pour toutes celles qui souffrent et toutes celles qui luttent.

Le triomphe des inégalités, à l'aube de l'an 2000, est criant, injustifiable et intolérable : inégalités et déséquilibres profonds entre les pays du Nord et les pays du Sud, entre ceux de l'Est et ceux de l'Ouest, et parmi la population d'un même pays, entre les riches et les pauvres, entre les jeunes et les plus âgés, entre les villes et les campagnes mais aussi entre les hommes et les femmes.

## Éliminer la pauvreté

70 % des femmes vivent en dessous du seuil de pauvreté : alors qu'elles fournissent les deux tiers des heures de travail, elles ne retirent qu'un dixième du revenu mondial. Le capita-

lisme et le patriarcat se conjuguent pour appauvrir les populations et particulièrement les femmes alors que la richesse produite ne cesse de croître. C'est la dictature des marchés organisés en pouvoir supranational comme le Fonds monétaire international ou la Banque mondiale. Sont imposés des programmes d'ajustements structurels au Sud ou des coupes dans les programmes sociaux au Nord, se profile le projet multilatéral sur l'investissement (A.M.I.), et l'aide publique, ciblée en 1970 à hauteur de 0,7 % du produit national brut, descend entre 1990 et 1996 de 0,34 % à 0,25 % en moyenne.

Aussi les femmes réunies à Québec en appellent à « combattre le sentiment d'impuissance, à remettre à l'avant-scène la solidarité et le partage des cultures, du travail, des savoirs, des responsabilités envers les enfants et les générations futures, à explorer de nouvelles formes de création et de distribution des richesses pour assurer à chaque personne et chaque collectivité son plein épanouissement. » En fait à opérer une rupture avec le capitalisme, le patriarcat et la guerre.

## Éliminer les violences

Les violences faites aux femmes ont été définies, lors de la Quatrième conférence mondiale des Nations-Unies sur les femmes comme « tout acte de violence dirigé contre le sexe féminin et causant ou pouvant causer un préjudice ou des souffrances physiques, sexuelles ou psychologiques, y compris la menace de tels actes, la contrainte ou la privation arbitraire de liberté, que ce soit dans la vie publique ou dans la vie privée. »

Ces violences traduisent des rapports de force inégaux entre les hommes et les femmes, base du patriarcat, et renforcés par le capitalisme : les liens entre la marchandisation du corps des fillettes et des femmes (prostitution, esclavage, dot) et la pauvreté sont éloquentes. En outre, une nouvelle forme d'apartheid s'installe avec la montée des intégrismes religieux excluant les femmes de l'éducation, du travail, ou des soins. Les violences touchent toutes les femmes mais celles qui vivent dans des conditions de précarité absolue ou celles qui appartiennent à des groupes discriminés comme les petites filles, les adolescentes, les autochtones, les réfugiées, les migrantes, les lesbiennes, les handicapées ou les aînées, sont particulièrement vulnérables. Par exemple, le fait d'être les-

bonne entraîne dans certains pays, la prison, la flagellation, la torture et la mort.

C'est pourquoi l'appel rappelle que « les femmes veulent une société où tous les hommes – les maris, les conjoints, les pères, les grands-pères, les oncles, les cousins, les voisins – s'engagent à rompre définitivement avec toutes les formes de violence envers les femmes, dénoncent eux-mêmes sans complaisance et avec vigueur toutes les exactions commises envers les femmes et développent avec les femmes des relations basées sur l'égalité et le respect. »

## Faire travailler l'imaginaire

Ainsi un appel est lancé pour que, d'ici le 17 octobre 2000, des centaines de milliers de femmes de par le monde prennent des initiatives suffisamment puissantes pour que la conscience générale des hommes soit ébranlée et pour permettre des décisions et des actions en faveur de l'exercice des droits fondamentaux des femmes. Les revendications portées cherchent à ce que « chacun et chacune ait à la fois de quoi vivre et des raisons de vivre ». Émergent aux quatre coins de la planète des « initiatives innombrables issues du mouvement autonome des femmes qui sont autant de résistances aux inégalités, aux oppressions, aux exclusions » : groupes de défense des droits, cuisines collectives, centres de femmes, organismes voués à la protection de l'environnement, luttes pour l'accès au logement et à la propriété de la terre, pour la syndicalisation, l'amélioration des services sociaux et de santé, l'éducation des enfants...

D'ores et déjà, en France, de nombreuses associations, syndicats et mouvements politiques rejoignent l'appel lancé à Québec. Le 8 mars 1999, des initiatives seront prises en ce sens, en cherchant à élargir les différents collectifs qui se mettent en place. La Marche, en France, commencera le 8 mars 2000 et convergera avec celle des autres pays d'Europe jusqu'au 17 octobre 2000, jour de manifestation mondiale des diverses délégations continentales à New York.

Le mouvement impulsé ouvre clairement le débat d'un autre futur anticapitaliste et antipatriarcal qui concerne autant les hommes que les femmes « pour que ce monde devienne un espace de justice et de liberté pour toutes et pour tous ».

Hélène Hernandez. – (groupe Pierre Besnard)

à la petite semaine

La lampe à pétrole

Dans la théorie lénino-marxiste d'antan, les membres de ce qui fut naguère encore le grand parti des travailleurs...

Maintenant que l'avant-garde demeure à la traîne, que les lumineuses promesses de félicité...

Labandon de cette option, comme l'ont d'ailleurs programmé des pays aux mentalités grandement médiévales...

Hier, « les tanks du progrès », comme disait Camus, annonçaient les lendemains qui chantent à ceux qui n'en voulaient pas...

Hier, au PC, c'était l'avenir radieux. C'est aujourd'hui l'avenir radium. Pour la sauvegarde de l'emploi, entre autres...

Floral

LECTURE Quelle connerie la guerre!

Les carnets de guerre de Louis Barthas, tonnelier, 1914-1918

Voici l'indispensable complément au riche et passionnant travail effectué par Michel Auvray sur l'institution militaire...

militaire, écrit dans cette belle langue appliquée des instituteurs d'autrefois. Et puis on tombe sur des passages comme celui-ci :

sements éclatèrent de part et d'autre et L'Internationale retentit. Ah que n'étiez-vous là, rois déments, généraux sanguinaires, ministres jusqu'au-bou-

Jean Robin

(1) Le Monde libertaire du jeudi 22 octobre 1998.

(2) Les Carnets de guerre de Louis Barthas, tonnelier, 1914-1918. Editions La Découverte/poche, 85 F. En vente à la librairie du Monde libertaire.

La collectivité de Calanda (1936-1938)\*

Lors des réunions publiques organisées par les composantes du mouvement libertaire, il arrive toujours un moment où un orateur illustre ses propos...

Et pour nourrir nos réflexions, que peut-on imaginer de mieux que les récits de ceux qui ont été au cœur de l'événement? L'un de ceux-là s'appelle Miguel Celma...

Son expérience personnelle (et collective), il l'a racontée en 1979 aux membres du collectif « Equipo juvenil confédéral ».

Si vous souhaitez vous plonger dans l'œuvre constructive de la C.N.T. espagnole, n'hésitez pas. Vous trouverez difficilement un meilleur guide que le compagnon Miguel.

Yves Peyraut

\* En vente à la librairie du Monde libertaire, 50 F.

RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHz

samedi 7 novembre à 11 h 30 : Chronique rebelle : chômeurs et précaire en colère.

lundi 9 novembre à 19 h 30 : La Mémoire sociale : Histoire des socialismes : le fourierisme.

mardi 10 novembre à 22 h 30 : Jazz en liberté : Tony Williams quintet en public (1992), Patrick Forgas band phenomena (1997), Andrew Cyrille quintet (1995), Christian Vander trio (1993), Max Roach / it's time (1962).

mercredi 11 novembre à 10 h 30 : Blues en liberté : La Louisiane.

mercredi 11 novembre à 14 heures : Le Manège : avec Marc Ferro, auteur du livre « L'Internationale » (à propos du chant).

mercredi 11 novembre à 20 h 30 : Ras-les-murs : avec un insoumis à l'armée, pour évoquer son expérience.

CINÉMA

La vie est belle Roberto Benigni

EN FRANCE ON SEMBLE SAVOIR comment et selon quelles règles la « Shoah » (terme hébreu qui désigne le chaos, [ici] la destruction du peuple juif) est à représenter.

Dans le film « Shoah » seuls les miraculés ont la parole. « Miraculés » ceux qui témoignent, devraient, en fait, ne plus être là, car ils étaient doublement promis à la mort.

Il a choisi un camp de travail situé en Italie. Il ne rend à aucun moment transparent la véritable nature de ce camp. Lui, le père de famille veut que son fils ne comprenne pas la vraie nature de ce lieu.

même, il croit que son devoir est de préserver une dimension de vie, de symbolique pour lui même, son fils et les autres; créer un lieu symbolique où ils puissent, même dans ces conditions, penser et lutter.

fardeau terrible pour des jeunes gens d'aujourd'hui? Roberto Benigni rend ce devoir un peu plus léger. Mais il ne se moque ni des gens, ni des camps. Dans La vie est belle, on ne rit que de Benigni.

Heike Hurst

(Fondu au Noir-Radio libertaire)

PS : Que Benigni fou de joie fasse sa reconnaissance au Président du Jury, Martin Scorsese, quoi de plus normal. Que cet événement médiatique et médiatisé soit utilisé par le distributeur du film pour la bande annonce, en est une autre.

copinage

Deuxième édition des Nuits blanches pour Chansons noires les 6 et 7 novembre à 20 h 45 au Train Théâtre de Portes-lès-Valence (26), avec Bernard Meulien et Lény Escudero (le 6), Jean-Luc Debattice, Henri Tachan et Casse-pipe (le 7). Le 6 : 150 F ; le 7 : 150 F (avec repas) ; les deux séances : 250 F. Réservations : 04 75 57 14 55.

Marc Ogeret chante Ferré au Sentier des Halles (50, rue d'Aboukir, Paris 2e) du 3 au 14 novembre (du mardi au samedi à 20 heures). Rés. : 01 42 36 37 27.

Are you Wrecked in a mess ? à la Maroquinerie (café littéraire) le 6 novembre de 19 heures à 1 heure (23 rue Boyer, 20e, métro Gambetta.) avec Wreck this mess (mix), Seppuku (mix), Celluloid mata (live), Sub para (dub).

nis

mmis avant l'âge de mineurs délinquants puis 1990. Dans 24 législation autorise peine de mort aux moins de dix-huit rime.

inations tutions

onniers sont actuel- d'une condamna- la fin du moratoire en 1977, les États 467 personnes. es exécutions ont eu avant juillet 1998). rtissants étrangers d'une condamna- urt avaient été privés autorités consulaires e, en violation de la onale.

Secrétariat aux nternationales de la ration anarchiste

: Industrial Worker

tion sont réservés aux s à des peines supé- risonnement, tandis e accueillent les préve- gement, ainsi que les és à des peines ne mprisonnement.

000

n, la flagellation, la

mmes veulent une es conjoints, les insins, les voisins - utes les formes de mêmes sans con- mions commises femmes des rela-

aire

17 octobre 2000,

le monde prennent la conscience ur permettre des ice des droits fon- portés cherchent uoi vivre et des oins de la planète vement autonome aux inégalités, aux défense des droits, anismes voués à la ur l'accès au loge- a syndicalisation, té, l'éducation des

ssociations, syndi- appel lancé à Qué- ises en ce sens, en qui se mettent en le 8 mars 2000 et pe jusqu'au 17 oc- es diverses délé- e débat d'un autre concerne autant les onde devienne un t pour tous ». Pierre Besnard)

BRE 1998 N° 1139

RENNES

## Les Matheux expulsent le FN

À PRINTEMPS DERNIER, LE tout neuf Conseil Régional de Bretagne avait délégué des élus du Front National pour le représenter dans une quarantaine d'établissements scolaires, culturels et de recherche. Malgré plusieurs manifestations de protestation, dont une motion de protestation votée à l'unanimité du Conseil d'Administration de l'Université de Rennes 1 (particulièrement « bien » servie avec 7 délégations FN dans ses composantes), le président R.P.R. du Conseil Régional, Josselin de Rohan, était resté ferme sur ses positions et avait refusé de retirer ses délégations aux élus FN. (cf *Monde libertaire* n°1127 pour plus de détails).

### Artifices juridiques

Les choses en étaient restées là, et la mobilisation n'avait en général pas survécu aux vacances scolaires.

Cependant, l'U.E.R. de Mathématiques de l'Université de Rennes I, déjà en pointe lors des protestations du printemps et directement concernée par la nomination de Bernard Maugendre, leader régional du FN, avait clairement affiché son intention d'empêcher ce triste sire de siéger dans son Conseil. Confrontés à l'obstination de la Région, et à l'absence de mouvement global de refus des élus FN, les matheux se sont finalement résolus à utiliser un artifice juridique, en l'occurrence une modification des statuts de leur U.E.R. excluant de fait la représentation du Conseil Régional, et donc Maugendre. Modification votée à l'unanimité du Conseil d'U.E.R. à la mi-septembre.

Face à cette mauvaise manière, le Conseil Régional a fait pression sur l'Université, dont le Conseil d'Administration devait avaliser les nouveaux statuts de l'U.E.R. de Maths. Rohan a donc envoyé au président de

l'Université une lettre à la fois anodine dans la forme et menaçante entre les lignes au cas où l'Université accepterait la fronde des matheux. Message reçu : la modification des statuts passait à la trappe de l'ordre du jour du C.A. du 30 septembre, malgré une manifestation organisée à la hâte.

Sous couvert d'arguties juridiques, le ton adopté par la plupart des administrateurs ce jour-là était des plus prudents, et pour tout dire assez inquiétant : la Région n'est-elle pas un grand bailleur de fonds à traiter avec ménagements ?

### Nouvelle mobilisation

Il fallut donc en remettre une louche dans la mobilisation : démission de la moitié des membres du Conseil de l'U.E.R. de Maths, menace de démission de l'autre moitié, pétitions signées par la quasi-totalité des matheux et plus

de 3000 étudiants, bruits de grève, réunions intersyndicales et finalement 400 manifestants bruyants le 21 octobre, au C.A. de l'Université.

Que croyez-vous qu'il arriva ? Les administrateurs, se souvenant fort à propos de leurs grandes convictions humanistes, adoptèrent les nouveaux statuts de l'U.E.R. de Maths par 36 voix contre 2. Dans la foulée, une motion demandant le retrait des autres délégations FN sur l'Université était votée.

On peut évidemment se demander l'intérêt de tout cela : somme toute, il ne s'est pas passé grand-chose, une Université a accepté la décision d'une de ses composantes, quoi de plus banal ? L'élément intéressant ici est qu'il ait fallu six mois de détermination pour qu'une déclaration d'intentions pieuses trouve sa conclusion pratique.

Une motion ne coûte pas cher. La faire passer dans les actes est une autre histoire, et comme souvent seule la lutte a payé : parmi la quarantaine d'établissements concernés en Bretagne, le seul ayant agi conformément à son refus affiché de voir siéger un élu FN est, finalement, le seul à s'en être débarrassé. Rien ne dit d'ailleurs que d'autres suivront, faute de réelle volonté. Cette volonté, elle s'est manifestée à l'U.E.R. de Maths

par une mobilisation durable, massive et efficace. C'était possible sur un objectif très limité, mais clairement identifié, à condition de savoir maintenir un discours et des méthodes consensuels dans le cadre de la revendication.

D'un point de vue anarchiste, on peut regretter bien sûr que la lutte se soit finalement circonscrite à une U.E.R. On peut aussi remarquer que, même chez les matheux (hors étudiants), la mobilisation a pris plutôt la forme d'un soutien au Conseil d'U.E.R. que d'une lutte à la base et sans intermédiaire. C'est d'ailleurs peut-être une donnée à prendre en compte dans notre critique de la participation aux instances professionnelles.

Dans le même registre mi-chèvre mi-chou, si les enseignants et les chercheurs ont bien signé la pétition, la manifestation du 21 était presque exclusivement étudiante. Mais on ne va pas faire la fine bouche quand six mois de détermination à peu près unanime, en dépit des pressions diverses et des conseils de « prudence » distillés par de bons esprits (notamment certains politiciens de la gauche plurielle), se soldent par une jolie baffé au FN et aux capitulaires.

COQ'S

NOISY-LE-GRAND

## Contre la haine et la censure Pour la liberté d'expression

C'EST M. PAJON QUI, EN TANT QUE MAIRE DE Noisy-le-Grand, a accordé aux catholiques intégristes le permis de construire une chapelle sur le territoire de la commune. Ce faisant, il permettait à l'extrême droite d'avoir pignon sur rue. En effet, la « fraternité saint-Pie X » n'est autre que la secte fondée par Monseigneur Lefebvre qui est aujourd'hui toujours politiquement active puisque ce sont ses ouailles qui régulièrement investissent des cliniques ou des hôpitaux où sont pratiqués des avortements. C'est aussi un de ses prêtres qui dernièrement a - par l'intermédiaire du tribunal de Bordeaux - fait retirer de la vue des clients de certaines librairies un livre de photographies. C'est encore un de ses prêtres, celui-ci sévissant à Mantes-la-Jolie, qui fut responsable cet été de la mort de quatre scouts au large de Perros-Guirec.

Nous savons que nous n'avons pas affaire avec un simple groupuscule qui chante en latin tout en manifestant des idées d'un autre âge. Ce groupuscule manifeste aussi la volonté de « catéchiser », c'est-à-dire tenter de propager ses valeurs de haine et d'intolérance. Nous disons aujourd'hui que nous ne voulons pas de ça, ni à Noisy-le-Grand ni ailleurs.

L'extrême droite doit bien savoir qu'elle est la malvenue à Noisy-le-Grand. Le 11 novembre dernier, jour de l'inauguration de cette chapelle, une manifestation nombreuse en avait été la preuve. Nous manifesterons à nouveau, ce 11 novembre, notre détermination contre ces chrétiens qui censurent au nom de la liberté d'expression et s'opposent à l'avortement au nom du droit à la vie mais sont néanmoins partisans de la peine de mort et dont certains même ont pris fait et cause pour la Serbie et sa volonté d'épuration ethnique.

Les intégristes ne sont pas isolés. Le pape les soutient officiellement dans leur combat contre l'avortement.

Jean-Paul II a toujours travaillé à une orientation politique de la doctrine de l'Église vers la droite extrême. Et c'est l'Église tout entière qui vise à restaurer un ordre moral qui ne devrait concerner que les croyants.

### La censure ou la liberté

Après avoir dit qu'il avait accordé le fameux permis de construire afin d'éviter des frais de justice à la municipalité, Pajon se sert maintenant de l'argent des Noiséens pour attaquer en justice le Monde libertaire, hebdomadaire de la Fédération anarchiste qui a dénoncé sa complaisance avec la secte d'extrême droite. Il réclame 130 000 F en guise de dommages et intérêts, ce qui reviendrait sans doute à faire taire cet organe de presse. Les fascistes n'ont donc pas le monopole de la censure et de la mauvaise foi.

Pajon, qui passe pour « rocardien », applique néanmoins parfaitement la méthode mitterrandienne. En effet, sa complaisance vis-à-vis du Front national apparaît bien à Noisy-le-Grand comme une manœuvre pour diviser la droite dans le seul but de préserver son emploi de député-maire.

Entre la censure et la liberté, il faut choisir, mais ce ne peut pas être l'un et l'autre. La sollicitation de la justice à tous propos n'est pas une mode mais une dérive totalitaire. Elle vise à faire taire tous ceux qui n'ont pas « les moyens » d'aller en justice. La dénonciation de malversations ou même de complaisance est forcément diffamante pour sa victime ; elle n'en est pas moins une œuvre de salubrité publique. La vigilance est donc un devoir devant tout type d'arrogance, clérical ou politicienne dont le seul but est l'impunité et la sauvegarde de privilèges.

groupe Sacco et Vanzetti de la F.A.  
(membre du Collectif noiséen de vigilance antifasciste)

## Antimilitaristes toujours!

à un boulot idéologique plus diffus mais peut-être aussi efficace de militarisation de la société et de contrôle social.

Dès la prochaine rentrée, les enseignants seront obligés d'enseigner « les principes et l'organisation de la défense nationale et européenne » avec obligation de suivre les pistes d'un document élaboré par l'Éducation nationale et l'armée.

Des agents du ministère de la Défense pourront également intervenir. Un rapport élaboré par Mme Dumas,

prof d'histoire, préconise d'étendre cela à l'école primaire et à la faculté avec jumelage d'établissements scolaires et de régiments, ainsi que des stages dans l'armée autour du secteur technique et professionnel!

Militarisation et contrôle social vont donc gagner du terrain. Le certificat APD délivré à la fin de la journée entraînera l'inscription automatique sur les listes électorales. Gageons que le pourcentage d'abstentionnistes augmentera de façon considérable.

Face à cela, informons profs et lycéens, participons à établir ce que signifie réellement le militarisme et les horreurs qui l'accompagnent. Nous sommes pour une société égalitaire, sans frontières, sans État, où chacun prend ses affaires en main, où chacun a la possibilité d'avoir une opinion et de la faire valoir. L'armée représente tout le contraire.

À bas toutes les armées!  
Gilles, groupe « Un autre futur »  
F.A. Montpellier et Cédric

suite de la première page

• A G E N D A

### jeudi 5 novembre

• NANTES : A l'initiative de la C. NT., la F.A. et le S.C.A.L.P. est organisé une rencontre-débat avec Lian Flynn, responsable du syndicat maritime américain I.W.W. 17, rue Bellamy à 20 h 30.

### vendredi 6 novembre

• CLERMONT-FERRAND : Débat avec Gérard Lorne autour du livre « du rouge au noir, mémoire vive d'un porteur de valise », à l'ancien lycée Blaise Pascal 3 rue maréchal Joffre, salle 145 à 20 heures, organisé par le groupe spartacus de la F.A.

• MONTPELLIER : Débat à l'initiative du groupe Un Autre futur de la Fédération anarchiste « Contre l'incinération : gestion directe des déchets » à l'Antre Anar, 5, rue Jeanne d'Arc à 20 h 30.

• PARIS : La Lanterne noire projettera *Rif-Raf* de Ken Loach au local La Rue, 10 rue Robert Planquette (18<sup>e</sup>), M<sup>e</sup> Blanche ou Abbesses.

• PARIS : Une projection du documentaire *Parti les mains vides* (sur les sans-papiers) aura lieu à la librairie du Monde libertaire à 19 heures, 145 rue Amelot (11<sup>e</sup>).

### samedi 7 novembre

• LYON : Débat à 15 heures « L'anarchisme aujourd'hui, un projet pour la révolution sociale » à la Plume Noire, 19 rue Pierre-Blanc (1<sup>er</sup>) organisé par l'Union locale de la F.A.

• PARIS : Manifestation contre l'exécution de Mumia Abu-Jamal, pour l'abolition de la peine de mort aux Etats-Unis à 14 heures devant l'ambassade des Etats-Unis place de la Concorde, avenue Gabriel.

### mercredi 11 novembre

• NOISY-LE-GRAND (93) : Un an après l'ouverture de la chapelle intégriste, manifestation « contre la haine et la censure » à 10 heures devant la gare Noisy-Champs (RER ligne A) à l'appel de la Fédération anarchiste et de la C.N.T.

• GENTILOUX : Manifestation antimilitariste à 11 heures au monument aux morts. À 13 heures : repas + vidéo-débat à la salle polyvalente (prévoir son casse-croûte).

### vendredi 13 novembre

• ANGERS : Conférence-débat organisée par le groupe de la F.A. avec René Berthier à 20 h 30 à l'étoile 26 rue Maillé sur « la question palestinienne... 50 ans d'oppression ».

• BORDEAUX : Le groupe Emma Goldman de la Fédération anarchiste vous invite à une conférence-débat sur « Les implications de l'Etat français dans l'affaire des GAL » à 20 h 30 à l'athénée libertaire, 7, rue du Muguet.

# le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE  
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes  
supplément au n° 1139

GRATUIT

## Concert de soutien à Radio libertaire

Lundi 23 novembre, à partir de 19 heures, au Trianon, à Paris, nous nous retrouverons. Plus précisément, Radio Libertaire retrouvera ceux et celles de ses auditeurs qui auront la possibilité, au travers d'un spectacle, de soutenir ses combats quotidiens.

Ouvrir encore votre bourse ? Hélas ! La crapule, l'intemporelle crapule, celle qui écrit ordre et morale en majuscules et qui met les minuscules à homme et libérés, celle qui agit ses cocardes républicaines et ses obscurantistes et médiévaux attributs religieux, celle dont la propre survie ne s'appuie que sur l'abrutissement au détriment de la solidarité et du libre arbitre, la crapule donc, la valetaille des puissants et sa cohorte de coquelets piaillant vengeance nous cherche des poux dans la tête.

Noble combat, en effet, qui consiste à tenter d'étrangler celui qui redresse la tête, celle qui refuse de jouer sous la connerie ! Noble cause, plus sûrement, que celle que nous partageons, nous tous qui considérons que l'Homme a mis trop d'années à se redresser pour accepter encore de s'agenouiller devant un dieu barbu, devant un maître ventru.

Les bûchers n'existant plus chez nous, les larrons frappent à l'escarcelle. Soit ! Des artistes nous prêteront leurs voix, et une fois de plus, grâce à vous, nous ferons face. Il n'est pas

annoncé, encore, le jour où ils trépigneront leur danse macabre autour de nos cendres radio-actives. Venez donc nombreux ! Outre le plaisir absolu de se retrouver, de se compter et de leur pied-de-ner joyeusement, le plateau sera de qualité, autant joindre l'utile et l'agréable...

Ainsi, après que les Chanteurs Livreurs vous auront accueillis et fait patienter, la voix parfumée de Lou Saintagne s'enfilera dans des rues de chair, se faulant entre les ombres de Frehel et de Marie Dubas. Pas à pas, naturellement, elle nous amènera au seuil de Jean Guidoni, qui nous fera alors l'amitié de distiller son talent immense tout au long d'une soirée que nous vous devrons d'avoir réussie.

Réservez cette date ! Comme à chaque fois, votre présence, anonyme et multiple, modeste et chaleureuse, tout simplement humaine, sera pour nous, et pour vous, l'occasion de continuer à imposer notre dû : le droit à la parole, le droit d'exiger un autre avenir que celui du CAC 40, le droit de construire ici une autre vie plutôt que d'attendre des cieus qui chantent, le droit enfin de crier nos révoltes et notre refus viscéral de leur ordre moral. En minuscules.

Merci d'avance...

François - Radio Libertaire

### Radio libertaire et l'émission « Ras les Murs » attaquées en diffamation

**D**ÉPUIS JANVIER 1997, VOUS pouvez suivre la saga du procès intenté par un surveillant de prison de Bois d'Arcy (dans la banlieue parisienne) contre votre station préférée.

#### Rappel des faits

Comme d'habitude, au cours d'une émission de janvier 1997, l'équipe de Ras les murs lit quelques lettres de prisonniers.

Parmi elles, la lettre de « Monsieur K » attire particulièrement leur attention : en effet elle décrit précisément les conditions de travail inhumaines imposées à ceux qui travaillent dans l'atelier d'emballage de parfums de luxe : cadences, maigres salaires, location des bleus de travail, etc.

Cette lettre évoque aussi le fait que les détenus sont sévèrement punis s'ils s'octroient une effluve des parfums alors qu'il est notoire que le surveillant de l'atelier « sort » chaque semaine quelques flacons des locaux ; la complicité du directeur est également évoquée.

Nicole lit la lettre, y compris le nom du maton en question.

Ce dernier, mis « au parfum » par un détenu que son nom a été prononcé sur l'antenne porte plainte au commissariat de Versailles pour diffamation.

#### La procédure commence :

- convocation de la responsable de D.M.C. au commissariat de

Versailles en mars 1997

- perquisition des locaux de Radio libertaire (studio et siège social en septembre 1997) pour chercher la lettre du détenu

- mise en examen de la responsable de D.M.C. (octobre 1997)

- convocation chez le juge d'instruction de la responsable de D.M.C. (octobre 1997)

- en novembre 1997, mise en examen de Nicole, animatrice de « Ras les Murs » puis du détenu qui, par solidarité avec Radio Libertaire, maintient ses propos et souhaite témoigner, malgré le risque pour lui de réactions corporatistes.

- En juillet 1998, à l'audience à Versailles devant plus de 60 personnes, l'avocat de Nicole plaide la nullité de la procédure pour vice de forme : c'est l'ensemble de la profession des surveillants qui aurait été diffamée dans la lettre lue à

l'antenne et donc c'est le ministère de la Justice qui aurait attaqué notre station...

- Nous nous déplaçons à nouveau en septembre pour entendre seulement le tribunal déclarer qu'il n'y a pas vice de forme.

Et nous nous retrouverons le jeudi 26 novembre 1998 à 14 heures au tribunal de Versailles - 8<sup>e</sup> chambre du TGI - gare Versailles Rive droite, pour les plaidoiries sur le fond. Soyons y nombreux...

Le montant de la solidarité financière déjà collectée pour les frais d'avocat s'élève à 8 900 F : chèque à l'ordre de Stéphane Guyomard, 145 rue Amelot, 75011 Paris, avec la mention « Solidarité Procès RL ». Merci d'avance.

Secrétariat de  
Radio libertaire

### La carte d'auditeur

La carte d'auditeur est une des principales ressources de Radio libertaire. Sans ses auditeurs, il y a longtemps qu'elle aurait mis la clé sous le paillason. Alors, si vous aussi vous appréciez Radio libertaire, et si vous souhaitez qu'elle continue, voire même qu'elle s'améliore...vous savez ce qui reste à faire !

La carte d'auditeur coûte 100 francs, dure un an, et vous permet de « substantielles » réductions dans un certain nombre de salle de spectacles, de restaurants, etc... Et, en particulier, à 5% de réduction sur l'ensemble de la librairie du Monde libertaire.

Elle est en vente à la librairie du Monde libertaire, ou par courrier avec un chèque à l'ordre de D.M.C. à : Radio libertaire, 145 Rue Amelot, 75011 Paris.

### Programme de la semaine antimilitariste du 7 au 15 novembre 1998

#### Samedi 7 novembre

• 11 h 30, l'émission « Chronique syndicale » traitera du rapport entre l'antimilitarisme et le syndicalisme en France.

• 19 heures, l'émission « Tribuna latina americana » traitera du problème de l'armée révolutionnaire en Amérique du sud.

• 23 heures, l'émission « Harmonie du monde » sera spécialement consacrée aux musiques de films de guerre, avec les œuvres de compositeurs américains: Bernard Herrmann, Franz Waxman, Jerry Goldsmith, Elmer Bernstein.

#### Dimanche 8 novembre

• 15 h 30, l'émission « Fondu au noir » sera consacrée au festival de cinéma des droits de l'homme, organisé par la Ligue des droits de l'Homme à Montreuil.

• 20 h 30, l'émission « Ça rend sourd » proposera un thème musical spécial punk, hard-core et antimilitarisme.

#### Mercredi 11 novembre

• 14 heures, l'émission « Le manège » recevra Marc Ferro (sous réserve) autour de son livre L'Internationale, relatant l'histoire de la chanson du même nom.

• 20 h 30, l'émission « Ras les murs » accueillera un insoumis à l'armée, pour évoquer son expérience.

#### Jeudi 12 novembre

• 18 heures, l'émission « Si vis pacem » sera consacrée à la première guerre mondiale (« Moi, celle que j' préfère, c'est celle de 14-18 »), avec une table ronde de réfractaires à l'armée qui se souviennent des fusillés pour l'exemple, à l'occasion du 80<sup>e</sup> anniversaire de l'armistice.

• 20 h 30, l'émission Microclimats sera consacrée aux marches internationales antimilitaristes, sans oublier celles des années 80, et les armes nucléaires.

• 22 heures, l'émission EpsilonIa proposera des mix musicaux autour du sujet.

#### Samedi 14 novembre

• 8 heures, l'émission « Le réveil hip hop » proposera un thème musical autour de l'Appel de préparation à la défense, nouvelle forme du service militaire.

• 11 heures, l'émission « Chronique syndicale » sera consacrée aux antimilitaristes syndicalistes dans la guerre.

# Radio libertaire Paris 89.4 Mhz

lundi	mardi	mercredi	jeudi	vendredi	samedi	dimanche
<p>8 h 30 : <i>Lundi matin</i>, infos et revue de presse                      10 h 30 : <i>Le mélange</i>, musique et actualité du spectacle                      12 h : <i>Lundirect</i>, littérature et théâtre                      13 h 30 : <i>Les partageux de la Commune</i>, émission sur la Commune de Paris                      15 h : <i>Gens du Sahel et d'ailleurs</i>, informations juridiques                      16 h : <i>Ondes de choc</i>, poésie, chansons et littérature                      18 h : <i>A rebrousse poil</i>, actualité et revue de la chanson                      19 h 30 : <i>La mémoire sociale</i>, histoire du mouvement libertaire                      21 h : <i>Ça urge au bout de la scène</i>, actualité de la chanson                      22 h 30 : <i>De la pente du carmel</i>, la vue est magnifique, comme son nom l'indique</p>	<p>8 h 30 : <i>Boulibaï session</i>, reggae et information                      10 h 30 : <i>Abalaloi</i>, actualité sociale                      12 h 30 : <i>Wreck this mess</i>, cocktail de musiques radicales                      14 h 30 : <i>L'idée anarchiste</i>, textes historiques ou actuels sur l'anarchisme                      16 h : plage musicale                      18 h : En alternance :                      • <i>Idoux et débats</i>, émission littéraire ;                      • <i>Pas de quartiers...</i>, ça se passe près de chez vous                      19 h 30 : <i>Paroles d'associations</i>, magazine de la vie associative et culturelle                      20 h 30 : <i>Radio libertaria</i>, émission de la CNT/AIT                      22 h 30 : en alternance :                      • <i>Ça booste sous les pavés</i>, musiques, reportages et actualité.                      • <i>Jazz en liberté</i>, free jazz et musiques improvisées</p>	<p>7 h 00 : <i>Progressions</i>, rock progressif et musiques nouvelles                      9 h 30 : <i>Cannelle et cerise</i>, musique et chansons du monde méditerranéen                      10 h 30 : <i>Blues en liberté</i>, émission musicale blues                      12 h : <i>Sans toit ni loi</i>, émission sur les mal-logés et la précarité                      14 h : <i>Le manège</i>, littérature                      16 h : <i>Larsen</i>, rock                      17 h : <i>Décalages boraires</i>, sur les musiques du monde                      18 h 30 : <i>Femmes libres</i>, femmes qui luttent, femmes qui témoignent                      20 h 30 : <i>Ras les murs</i>, actualités des luttes de prisonniers                      22 h 30 : <i>Traffic</i>, rock, actualités et interviews</p>	<p>8 h : <i>Clin d'oeil</i>, parole au militant de base actif dans les manifs et point sur la province                      10 h : <i>Chronique hebdo</i>, analyse libertaire de l'actualité                      12 h : <i>Le présent têtù</i>, actualité de la chanson et du spectacle                      14 h : <i>Radio cartable</i>, la radio des enfants des écoles d'Ivry sur Seine                      15 h : <i>Bibliomanie</i>, autour des livres...                      16 h 30 : <i>Talkin'jazz</i>, jazz                      18 h : <i>Si Vis Pacem</i>, émission antimilitariste de l'Union Pacifiste de France                      19 h 30 : <i>Affinités électives</i>, infos gays et lesbiennes                      20 h 30 : <i>Microclimat</i>, science, écologie, nucléaire, etc.                      22 h : <i>Epsilon</i>, musique electro-acoustique et expérimentale</p>	<p>8 h : <i>Vue d'ensemble</i>, émission de la tour des ensembles                      10 h : <i>Femmes libres</i>, rediffusion de l'émission du mercredi précédent                      12 h : <i>Le quota est respecté</i>, chanson francophone                      13 h 30 : <i>Pensées à débattre</i>, débats d'idées                      14 h 30 : plage musicale                      16 h : <i>Réflex</i>, émission du Scalp-Reflex                      18 h : <i>Radio espéranto</i>, émission de la association Sat-Amikaro                      19 h : L'Invité du vendredi, c'est-à-dire en alternance :                      • <i>Des droits et des hommes</i>, émission de la Ligue des Droits de l'Homme ;                      • <i>Raison présente</i>, émission de l'Union Rationaliste de France ;                      • <i>Trait d'union</i>, le mouvement des idées ;                      • <i>L'antenne du social</i>, émission réalisée par des travailleurs sociaux.                      21 h : <i>Koumbi</i>, culture africaine et débats autour de l'immigration                      22 h 30 : En alternance :                      • <i>Acouphène</i>, technoculture ;                      • <i>Humeurs libertines</i>, émission sur la sexualité</p>	<p>8 h : <i>Réveil hip-hop</i>, hip-hop                      10 h : <i>La philanthropie de l'ouvrier charpentier</i>, comme son nom l'indique                      11 h 30 : <i>Chronique syndicale</i>, luttes et actualités sociales                      13 h 30 : <i>Chroniques rebelles</i>, débats, dossiers et rencontres                      15 h 30 : <i>Deux sous de scène</i>, le magazine de la chanson vivante                      17 h : <i>Bulles noires</i>, bandes dessinées et polar                      19 h 00 : En alternance :                      • <i>Tribuna latino-americana</i>, actualité politique de l'Amérique latine ;                      • <i>Longtemps, je me suis couché de bonne heure</i>, magazine des livres et du cinéma ;                      • <i>Contre-courbe</i>, peinture                      21 h 00 : Les nuits libertaires, c'est-à-dire en alternance :                      • <i>Orpheas Antissa</i>, les jardins d'Orphée, chronique artistique, musique classique et contemporaine                      • <i>Bienvenue chez les maîtres du monde</i>, science-fiction.                      23 h : En alternance :                      • <i>Nuits off</i>, topologies sonores, rock et chroniques                      • <i>Harmonie du monde</i>, musique classique .</p>	<p>8 h 30 : <i>Goloss trouada</i>, la voix du travail, émission franco-russe                      10 h : <i>Ni maître ni dieu</i>, émission de la coordination nationale des libres penseurs                      12 h : <i>Folk à lier</i>, le magazine des musiques traditionnelles                      14 h : En alternance :                      • <i>Dissidences</i>, réflexion sur le pouvoir ;                      • <i>Et dans le mot conscience</i>, il y a le mot... émission sur la science.                      • <i>Tempête sur les planches</i>, actualité du théâtre et de la danse.                      15 h 30 : En alternance :                      • <i>Fondu au noir</i>, émission sur le cinéma                      • <i>L'entonnnoir</i>, émission sur la psychiatrie                      17 h : <i>Romano Lil</i>, émission de l'association tzigane du même nom                      18 h 30 : En alternance :                      • <i>Ab Jajays, it's sunday again!</i>, émission de l'association franco-irlandaise ;                      • <i>Il y a de la fumée dans le poste</i>, émission du CIRC.                      20 h 30 : En alternance :                      • <i>Ça rend sourd</i>, Punk, Hardcore et mauvais goût...                      • <i>Je suis donc je pense</i>, émission philosophique.                      22 h : <i>Les liaisons dangereuses</i>, c'est-à-dire en alternance :                      • <i>Obsessionnelles</i>, rock et libres propos.                      • <i>Radio-activité</i>, idem                      • <i>Seppuku</i>, itou.</p>



Siège social : 145, rue Amelot, 75011 Paris.  
 Permanence le mardi et le vendredi de 14 à 19 heures.  
 Tél. : 01 48 05 34 08 ; fax : 01 49 29 98 59 ;  
 Tél. (studio) : 01 43 71 89 40.

## Le Pen, Debré, Pajon... Les liberticides à l'œuvre

**L**E MONDE LIBERTAIRE, journal des anarchistes, a ce triste privilège pour l'honneur de sa rédaction d'avoir été attaqué à trois reprises durant ces derniers mois. Privilège et honneur puisque les agressions ne viennent pas moins du chef d'un parti enregistrant 20% des suffrages, d'un ministre, fils du père de la V<sup>e</sup> République combattue par le premier nommé et d'un député-maire P.S. dont le fondateur qualifia le pouvoir

du second de coup d'État permanent avant d'en devenir lui-même le chef. En quelque sorte, le Monde libertaire a su, malgré lui, réaliser l'union sacrée de ceux qui concourent, dans des écuries différentes, à la prise du pouvoir. Nous n'avons fait que jouir du droit de nous exprimer librement sur des faits de société et c'est cela qui importe. Or c'est là où le bât blesse : la critique est autorisée uniquement dans un cadre préétabli et

aseptisé qui ne puisse remettre en cause, en quoi que ce soit, le pouvoir. Les anarchistes ne sont pas les seuls à subir cette nouvelle donne de notre société et tous ceux qui s'attaquent un temps soit peu à une des arcanes du pouvoir sont réprimés. Cette démocratie avancée a fait des progrès dans le traitement de ses opposants. Elle ne réprime plus, elle indispose. Elle n'interdit plus, elle empoisonne. Elle est l'expression de ce consensus mou qui uni ceux qui à travers les partis, les religions se répartissent les richesses. Pire, elle sait être généreuse avec ceux qui respectent la règle et leur verse des prébendes pour participer à la farce électorale. Combien de « révolutionnaires » patentés et d'opposants reconnus se pressent pour toucher leurs « petits » chèques de la République après en avoir dénoncé son hypocrisie dans des discours convenus ! C'est cela que nous refusons, être des révolutionnaires autorisés en jouant les fous du roi. Notre critique n'accepte pas la mesure de l'ordre

établi et nous ne sommes pas surpris d'avoir à en payer le prix à un moment où les contradictions du système appellent de sa part un renforcement de son appareil répressif contre tous ceux qui risquent de l'ébranler. Nous revendiquons le droit de manifester sans être encadré par les compagnies républicaines de sécu-

rité. Nous exigeons le droit de nous unir sans passer devant un maire ou un juge. Nous nous battons pour que nos écrits demeurent libres. Nous sommes anarchistes, notre journal est le Monde libertaire et nous appellerons toujours un salaud par son nom !

**Administration du Monde libertaire**

**le monde libertaire**

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot  
75011 Paris. Tél. : (1) 48 05 34 08  
Fax : (1) 49 29 98 59

**Bulletin d'abonnement**

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Pays ..... A partir du n° ..... (inclus).

Chèque postal  Chèque bancaire

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

**Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.**  
 Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

**La boutique de Radio libertaire**

**Emissions spéciales**  
 Ce sont des enregistrements de certaines émissions particulières de Radio libertaire. Collection « Connaissance de l'anarchisme » : anarchisme et marxisme ; le fédéralisme libertaire ; l'organisation spécifique ; l'anarchisme. Chaque cassette 40 F.

**Disques**  
 Ce sont des compilations en forme de panorama de la scène alternative des années 90 en France.  
 • un peu ; beaucoup ; passionnément ; à la folie. Chaque CD 30 F

**Publications**  
 • le livre 10 nouvelles pour les 10 ans de Radio libertaire, 40 F ;  
 • le livre Radio libertaire, la voix sans maître, 50 F ;  
 • la brochure La plus rebelle des radios, c'est Radio libertaire, 30 F.

**Et tout le reste...**  
 • le stylo Radio libertaire, 5 F  
 • le pin's des 10 ans de Radio libertaire, 15 F  
 • le briquet Radio libertaire, 10 francs  
 • le T-shirt Radio libertaire, 80 francs (taille S, M, L, XL)

Tous ces articles sont à vente à la librairie du Monde libertaire.

Rédaction-Administration :  
 145, rue Amelot, 75011 Paris  
 Directeur de publication : André Devriendt  
 Commission paritaire n°55 635  
 Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé,  
 76200 Dieppe.  
 Dépôt légal 44 145 - 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
 Routage 205 - La Vigie  
 Diffusion N.M.P.P.

# Jean Guidoni



JEAN GUIDONI EST UN VÉRITABLE interprète, qui vit ses passions et ses révoltes sur scène, sans jamais simuler. Il a collaboré avec le parolier Pierre Philippe de 1980 à 1985. Depuis, il écrit lui-même les textes de ses chansons, avec de très belles réussites... Quiconque n'a pas eu le bonheur de voir Jean Guidoni arpenter une scène ne peut mesurer l'incomparable talent de cet artiste, qui sait faire vibrer le public à chaque instant, en lui insufflant un fulgurant courant d'émotions tour à tour empreint de tendresse, de violence, d'humour décalé et d'une profonde vérité. Il faut voir Guidoni et ses chansons magnifiques portées par son interprétation! Jean Guidoni a parfois la réputation d'être un chanteur « noir ». Seul son humour peut être noir, et le rire n'est jamais absent de ses spectacles.

**Petite biographie express :**  
1953 Naissance de Jean Guidoni à Toulon, le 3 mai  
1975 Premier enregistrement dans l'album « Paris Populi ».

1977- 1978 Jean Guidoni, enregistre deux albums pour RCA. Albums sans titres, sur lesquels on trouve un texte de Jacques Lanzmann, « Le Têtard ».  
1980 Premier spectacle au Théâtre en Rond, rue Biot, Place de Clichy, avec la complicité de Pierre Philippe.  
1981 Prix de l'Académie Charles Cros pour l'album « Je marche dans les villes ».  
1982 Prix Edith Piaf.  
1983 Deux semaines à l'Olympia avec le spectacle « Le Rouge & Le Rose ».  
1985 Albums « Putains ». Le spectacle qui en découle est présenté au Cirque d'Hiver.  
1988 Spectacle au Bataclan, mis en scène par Lydie Callier.  
1989 Spectacle à l'Européen. Très grand succès. Enregistrement de l'album « Concert 89 »  
1990 Album « Aux tourniquets des grands cafés ».  
1991 Spectacle à L'Auditorium des Halles.

1993 Album « Cas particuliers ! » Spectacle au Théâtre de la Ville, mis en scène par Jim Smiley.  
1995 Sortie de l'album « Vertigo » en collaboration avec Michel Legrand pour la musique, textes de Guidoni.  
1996 Spectacle au Casino de Paris avec Michel Legrand comme complice. Spectacle à la Manufacture des Ceilllets à Ivry-sur-Seine, avec Gérard Daguerra au piano.  
1997 Mars : sortie de la compilation « Fenêtre Sur Cœur ». Spectacle à l'Européen avec Gérard Daguerra au piano et Dominique Mahut aux percussions  
1999 du mardi 6 avril au dimanche 9 mai spectacle écrit par Pierre Philippe « Fin de siècle »

**Discographie :**  
1980 « Je marche dans les villes », Grand prix de l'Académie Charles-Cros  
1982 « Crime Passionnel », Grand Prix du Disque Audiovisuel européen  
1983 « Le Rouge et le Rose »  
1984 « Live Olympia »  
1985 « Putains »  
1986 « Chromos » Enregistrement public au Cirque D'Hiver.  
1988 « Tigre de Porcelaine »  
1989 « Guidoni Concert 1989 »  
1990 « Aux tourniquets des Grands Cafés »  
1993 « Cas particuliers »  
1994 « Jean Guidoni », « Crime Passionnel, Le Rouge et Le Rose, Putains »  
1995 « Vertigo »  
1997 « Fenêtre sur Cœur », compilation avec 4 inédits  
1999 « Fin de Siècle » Écrit par Pierre Philippe

### Vous ne connaissez pas Jean Guidoni?

Vous voulez découvrir les albums, mais vous ne savez pas comment

commencer?  
Voici quelques pistes...

#### VOUS PREFEREZ LES COMPILATIONS?

Alors sans hésiter, « Fenêtre Sur Cœur » s'impose. Cette compilation couvre la période 80-97, et est surtout constituée de titres dont les textes ont été écrits par Guidoni. De plus, il y a quatre inédits! Idéal pour une découverte. Vous voulez aller plus loin? La compilation « Master Série » est pour vous. Elle couvre la période 82-85 pendant laquelle Guidoni travaillait avec Pierre Philippe et Michel Legrand. Et en plus, un titre inédit en album : « Ya Un Climat » (texte de Jean Guidoni et Maurice Fanon).

#### VOUS PREFEREZ LES ALBUMS ?

Deux choix s'imposent :  
• L'album Vertigo, dans lequel vous trouverez les excellents textes de Guidoni sur les musiques de Michel Legrand. Un des meilleurs albums de Guidoni.  
• Le coffret double CD « Guidoni » regroupe 3 albums de la période 1982-1985. Des textes de Pierre Philippe sur des musiques tout à tour symphoniques, rock ou encore tango par Astor Piazzolla pour le fantastique album « Crime Passionnel ». Jean Guidoni, l'errant, le mal chaussé, le déserteur d'une cause jamais embrassée, l'écorché vif d'une scène de nulle part, l'aboyeur de théâtres perdus, le solitaire des masses vagabondes, l'ambassadeur des banlieues sans issue, l'existentialiste du CD : Jean Guidoni cherche, casse, piétine, trépigne, martèle, tente, rejette et rencontre... alors il écrit « Vertigo ». Il attaque un univers musical de son rythme littéraire taillé à la serpe. Anxieux, mais avec la grâce d'un innocent au regard de faon, la bouche pleine d'oursins, il salue Michel Legrand, l'écoute, lui parle, lui sourit, se laisse bercer par la dou-

leur des harmonies, lui résiste, tombe sous le charme, il séduit et se fait séduire tour à tour. Tout est au rendez-vous, mosaïque de sentiments, tissus de mélodies, patchwork de rythmes, ce disque vogue sur les flots d'une sensibilité à fleur de peau... Rien de notre monde contemporain n'a échappé à l'auteur comme au compositeur. Le chanteur nous entraîne dans son univers avec son charme habituel... La visite y est sans complaisance, c'est un palais des glaces sans fin, on y retrouve sa propre image à chaque angle. L'horreur côtoie la beauté avec un rare bonheur, l'acidité se mélange à la douceur, tout est terre de contraste. Parti pour un roman, on se retrouve dans une nouvelle ou dans un article de quotidien ou dans un dessin satirique. En fait, ce disque est juste le reflet de la vie... La rencontre entre Michel Legrand et Jean Guidoni a bien eu lieu, Vertigo en est le témoin historique, l'échange est fort et complet, chacun en ressort grand en ayant perdu un peu de lui-même mais en n'oubliant jamais qui il est... Une rencontre et un bonheur à partager...

CD « Vertigo » Paradoxe/Polygram Distribution 527 783-2 (13/7/95) 43min.21

Crédits :  
[www.teaser.fr/~ecastaing/index.htm](http://www.teaser.fr/~ecastaing/index.htm)

## Les Chanteurs livreurs

Et puis, il y a les espoirs qu'on assassinent à travers vos milliers de luttes  
Que le pouvoir trahi toujours  
Contraint d'être un pouvoir occulte.  
Et l'on voudrait rendre coupables, ceux qu'on condamne sans appel  
Avec la conviction intime d'une fin qui justifie tout.  
Sous le décor, c'est autre chose.  
Quand on pénètre le secret  
On découvre l'intimité de cet équilibre précaire qui sourit quand même à certains.  
L'intimité, elle est censure et mérite d'être violée.  
Le risque vous semble énorme?  
Je dis que vous manquez de décence  
Devant ce que vous infligez:  
Ces femmes que l'on a déchirées au rasoir dans leur vagin.  
Ca vous choque?  
J'aurais du dire: « La chatte dévorée par un rat »  
et vous auriez pu croire y voir une formule littéraire

De la décence aussi  
Devant ces mères que l'on a torturé sous les yeux de leurs gosses en larmes  
Ces hommes que l'on a battus et laissés morts, l'œil arraché, le sexe meurtri.  
Encore le sexe!  
Le vôtre, vous vous l'abritez  
Sous la peau d'une culotte de cheval, sous la flanelle d'un uniforme ou sous la toile du treillis et vous vous faites plébisciter, toujours sur une question globale où le meurtre n'est qu'accident.  
Constatez que je vous conchie.  
Mon droit, je le puise à la source  
Je l'hérite des fédérés  
De ce matin de 71  
Quand soufflait Le temps des cerises

Extrait de  
« Froid business »



## Lou Saintagne

« J'ai découvert Lou Saintagne en Novembre 1997, en première partie de Jean Guidoni, avec sa voix étonnante, son art de comédienne, son goût de textes parfumés de nostalgies souriantes, et cette qualité insaisissable et forte qui fait les chanteuses rares !

« Elle est chanteuse et comédienne depuis plus de dix ans. Elle s'est fait de la chanson française de qualité une sorte de spécialité et s'attache plus particulièrement à mettre en valeur un répertoire trop souvent délaissé au profit des rengaines. Elle sert ainsi les textes les plus ciselés et les plus savoureux du Répertoire, avec une diction parfaite et une voix émouvante dont elle joue à plaisir... et, comme elle est aussi comédienne, elle fait de chaque chanson une petite pièce de théâtre, si bien qu'à la fin de son tour de chant, on a un peu l'impression d'avoir passé la soirée à la Comédie Française en même temps que sur les Boulevards! »

Jean Macabiès (Le Figaro)

« C'est une tombeuse, avec ce petit air charmant qui vous fait prendre les choses de la chair pour des parfums de l'âme. Car elle chante les choses de la chair, avec ce que ça suppose de battements de cœur, de ruses affriolantes et de chagrins épouvantables, dans des décors pas toujours exotiques... C'est une tombeuse ! »

Marie Ange Guillaume (Le Monde de la Musique)

« Elle a le "pitôt côté parigot" de la chanteuse des rues, la

diction élégante des grandes interprètes et ce mariage paradoxal réinvente la chanson française. Légère, cabotine, prime-sautière, la voix s'envole, délicate, toute en nuances. A l'écouter, charmé, on se sent l'âme gorgée de soleil, ce qui n'empêche pas la nostalgie, pardi ! Ne ratez pas Lou Saintagne la prochaine fois que vous la verrez à l'affiche. »

Marie-Pierre Carpentier (L'Express)

#### Scènes

1983: Écriture et enregistrement d'un conte musical pour enfants avec Yves Duteil.  
1986: Premier tour de chant au Bateau Ivre, Paris.  
1987: Lauréate du Prix du Public des Rencontres de la Chanson Française de Vanves (92).  
1988: Le Caf' Monge (Paris).  
1989: « Les savants de la révolution », d'Alain Germain (Cité des Sciences de la Villette, Paris). Le Sentier des Halles (Paris). « Putain de Karma » au Point Virgule, Paris.  
Assistante d'Anne Sylvestre jusqu'en 1994.  
1992/1993: Les Pincés à Lingé chantent Francis Blanche, Théâtre le Tourtour (Paris).  
1993/1994: Tournée avec le trio vocal Douce-France.  
1996: Chansons de Fréhel, au Loup du faubourg, Paris.  
1996 à 1998: Premières parties des spectacles de Jean Guidoni, en tournée (Chansons de Marie Dubas).

Crédits :  
[www.teaser.fr/~ecastaing/index.htm](http://www.teaser.fr/~ecastaing/index.htm)

# Gala de Soutien à Radio Libertaire

avec  
Jean  
**GUIDONI**

**Lundi 23 novembre**  
au **TRIANON**  
80, Boulevard ROCHECHOUART  
75018 PARIS  
**19h**

Métro : Anvers ou Pigalle  
Participation aux frais : 150 F  
120 F pour les porteurs de  
la carte Radio Libertaire



Les  
chanteurs  
livreurs

et Lou  
Saintagne



Clément Pons - Jeanne Lévy

le monde  
**libertaire**

VENTE DES BILLETS  
FNAC, VIRGIN,  
LIBRAIRIE DU  
MONDE LIBERTAIRE  
145, RUE AMELOT  
75011 PARIS

RADIO LIBERTAIRE  89.4

# le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE  
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes  
supplément au n° 1139

GRATUIT

## Qui sème la galère récolte la colère !

**D**ÉPUIS BIENTÔT UN MOIS, LA colère lycéenne gronde. Et ce ne sont pas les quelques mesures proposées par Allègre ni les vacances scolaires, qui entameront la détermination. En effet, celui-ci ne cherche qu'à faire taire la révolte en traitant les lycéens par le mépris, et continuer la casse de l'enseignement public entamée par tous les gouvernements successifs.

### L'État précaire

Le monde éducatif n'échappe pas à la précarisation générale de la société. Que ce soit les vacataires dans les cantines, les contrats à durée déterminée sans garantie de l'emploi, ou encore les emplois-jeunes, ce n'est que flexibilité de l'emploi et volonté de créer une main-d'œuvre bon marché.

Alors quand Allègre vient parler de profs mal répartis, d'une mauvaise gestion due à la centralisation, il se fout de la gueule du monde. Sinon, comment expliquer les 28 000 maîtres auxiliaires qui attendent leur titularisation ? Chaque année le nombre de postes aux concours de

l'enseignement diminue contrairement aux besoins !

Les revendications des lycéens aujourd'hui concernent tout le monde éducatif : A.T.O.S.S., profs, personnel administratif, parents, étudiants, lycéens... tous ceux qui sont touchés par le démantèlement de l'école et du service public en général.

### L'éducation est un droit, pas un mammoth

Pour beaucoup, faire des études apparaît comme la seule solution pour tenter de s'en sortir. Mais la peur du chômage ne doit pas tout faire accepter, en particulier la course aux diplômes choisis pour leur débouchés supposés et non pour l'intérêt qu'on y porte. L'éducation est un besoin fondamental qui ne doit pas se plier à des logiques budgétaires. L'école doit être un lieu où l'on se forge une capacité critique pour devenir des individus pleinement autonomes.

Il est clair qu'une remise en cause du système éducatif va de pair avec une globalisation des luttes. En effet si seuls les emplois précaires et les

boîtes d'Intérim sont là pour nous accueillir à la sortie, nos bonnes conditions d'études ne servent pas à grand-chose. Si nous voulons vraiment des lendemains qui chantent, il faut s'en donner les moyens, et lutter contre toutes les attaques du patronat et de l'État.

### Gérons la lutte nous-mêmes

Plusieurs lycées ont adopté le principe d'assemblée générale souveraine avec mandatement des délégués pour participer aux assemblées inter-lycées.

L'assemblée générale souveraine est la seule garantie pour que tous et toutes gardent leur pouvoir d'intervention et de contrôle sur l'orienta-

tion de la lutte. Les délégués n'en sont que l'expression et doivent pouvoir être révoqués à chaque instant.

Refusons de laisser se développer une sorte de « bureaucratie en herbe » qui parade en tête des cortèges et s'autorise le droit de décider pour l'ensemble du mouvement. La F.I.D.L., créée en 1987 à partir des comités jeunes de SOS-Racisme et donc aussi liée au Parti socialiste, en donne une triste représentation. Une telle tentative de récupération politicienne affaiblit le mouvement lycéen, le divisant et tentant même de le dévoyer (en servant Allègre), tout en donnant incontestablement des arguments à ceux des lycéens qui se veulent « apolitiques », dans le sens d'un corporatisme étroit.

C'est un malaise sociétaire global que le mouvement soulève. La peur du chômage, des petits boulots, en un mot de la vie de merde que réserve cette société, donne son sens à ce mouvement. Poser ces questions, c'est déjà parler de politique.

Ce que nous devons éviter c'est la récupération politicienne au profit d'enjeux de pouvoir et non la politisation du mouvement au sens de réflexion, de débat, de revendications et d'analyses globales. Restons acteurs du mouvement et politisons nos inquiétudes pour changer réellement les choses.

Nous n'aurons que ce que nous prendrons !

groupe Durruti  
(groupe étudiant/lycéen)

## Qui sommes nous ?

La Fédération anarchiste est une organisation révolutionnaire, aspirant donc à une transformation radicale de la société, et se voulant être un outil dans les luttes d'aujourd'hui et de demain. Nous regroupons des militants et militantes d'origines diverses (salariés, chômeurs, étudiants, lycéens, jeunes et moins jeunes...) sur le principe du fédéralisme (c'est-à-dire la libre association dans le cadre d'un pacte collectivement défini), ce qui garantit la plus grande autonomie et le pluralisme des idées et des actions.

Pas de hiérarchie et donc pas de chef chez nous ! Nous ne reconnaissons pas la division dirigeant/exécutant et fonctionnons sur le principe de l'autogestion, mandatant et contrôlant des délégués quand il le faut.

### Le mouvement anarchiste

Notre mouvement qui s'est constitué au cours de l'histoire vise à la suppression de l'État et des classes sociales, de l'autorité, de l'oppression et de l'exploitation.

L'originalité des anarchistes est d'avoir compris que l'État est loin d'être un simple outil utilisable à bon ou mauvais escient mais qu'il est un instrument de répression et de gestion des intérêts des classes dirigeantes. Nous posons en parallèle à l'abolition de l'exploitation économique, la suppression de la domination politique, considérant que le pouvoir porte en lui les germes et la cause des divisions et des inégalités.

À l'État et au capitalisme nous opposons un projet social fondé sur le fédéralisme libertaire et l'autogestion (ou auto-organisation) dans tous les secteurs de la société (quartiers, entreprises, universités, ly-

cées...). Nous menons un double combat pour la liberté et pour l'égalité (ce qui signifie l'abolition de tous les privilèges et de toutes les discriminations, économiques, de sexe, de nationalité...).

### La révolution reste à faire !

Aujourd'hui tous les systèmes ont fait faillite, que ce soit les dictatures marxistes-léninistes ou la jungle capitaliste qui produit encore chaque jour un peu plus de misère et d'ennui. Toute amélioration même partielle, de nos conditions de vie passe par la lutte : les manifestations, les grèves, les actes de désobéissance et d'insoumission... Seul le développement d'un mouvement social, indépendant des partis politiques, porteur de pratiques et d'un projet révolutionnaire peut nous permettre de construire un autre futur et retrouver espoir dans l'avenir.

### Fédération anarchiste

La Fédération anarchiste groupe plus de 80 groupes et liaisons présents en France et en Belgique qui sont investis dans les mouvements sociaux et animent souvent des locaux, librairie, revues, émissions de radio ou d'autres activités. Pour nous contacter et obtenir les coordonnées des groupes, il suffit d'écrire à l'adresse ci-dessous. Nous publions aussi, au niveau fédéral, un hebdomadaire, le Monde libertaire, disponible tous les jeudis en kiosque ou auprès des militants.

Fédération anarchiste, relations intérieures,  
145, rue Amelot, 75 011 Paris.



# lycéens en lutte

## Plan bidon pour les lycées

**C**LAUDE ALLÈGRE EST NUL EN pédagogie mais recordman en démagogie. Champion du monde! Pour l'esbroufe il ne craint personne, comme l'a montré à souhait la présentation de son « plan d'urgence pour les lycées », mercredi 21 octobre devant les députés. Même les plus conciliants des lycéens, prêts d'avance à se réjouir des annonces de réforme du papa gâteau Claude, se sentent floués devant la nullité des propositions du ministre Allègre. Chez ceux, plus militants, qui exigent de véritables changements, la colère s'ajoute maintenant à une détermination toujours présente malgré les discours lénifiants des médias sur l'essoufflement du mouvement et l'arrivée des vacances de la Toussaint. Derrière les grands mots, aucun moyen, aucune idée novatrice, si ce n'est dans le sens d'une précarisation de plus en plus voyante des personnels de l'éducation nationale.

### Cause toujours

Avant le plan Allègre, le mot d'ordre dans les lycées était « ferme ta gueule », maintenant ce sera « causes toujours ». Le ministre appelle cela un progrès de la démocratie lycéenne et annonce avec un aplomb qui tient de l'insulte : « il s'agit d'une victoire pour les lycéens ». Superbe victoire en effet! Le montant du fond de la vie lycéenne passe de 140 millions à 280 millions... dans un budget qui avoisine les 250 milliards de francs. Dans la même veine, Allègre crée un organisme bidon (purement consultatif bien sûr) : le Conseil de la Vie Lycéenne. Cela va permettre de trouver une occupations aux lycéens trop remuants qui pourrons s'époumoner dans une structure sans pouvoir de décision. De temps à autre quelques miettes

devraient même en tomber, concernant les emplois du temps par exemple. Toujours plus fort, une charte des droits et libertés reconnus aux lycéens doit être distribuée à tout élève entrant au lycée. La solennité avec laquelle Allègre a annoncé ces promesses est à la mesure de leur vacuité. Quelle peut bien être, par exemple, la mesure d'importance qui nécessite « qu'un décret en Conseil d'État [fasse] obligation aux lycées de s'y conformer dans un délai de deux mois. » C'est le mandat des représentants élus (et faut-il le rappeler, sans pouvoir aucun) des lycéens qui est porté à deux ans. Étonnant non?

### Précarisation

Il y a cependant plus grave que tout ce vent. En effet, Allègre a profité de l'agitation lycéenne pour faire passer un train de mesures concrètes qui vont sans ambiguïté dans le sens de la précarisation des conditions de travail dans les lycées. Les élèves demandaient plus de profs. Ceux-ci étant fonctionnaires et donc recrutés par concours, la seule solution consiste à augmenter le nombre de postes ouverts au concours. Or depuis plusieurs années c'est le contraire qui se produit. Plutôt que de profiter de la baisse (légère) du nombre d'élèves dans les lycées pour diminuer le nombre d'élèves par classe, les gouvernements successifs ont préféré diminuer le nombre des nouveaux profs. Résultat : les classes sont surchargées et certaines n'ont même pas d'enseignant. La solution d'Allègre consiste à embaucher des précaires en contrat à durée déterminée pour boucher les trous. Ce qui vaut pour les profs vaut aussi pour les autres catégories de personnel. Qu'on en juge simplement par la composition des 14000 « adultes supplémentaires » du

plan Allègre : 3 000 surveillants (à mi-temps), 10 000 emplois-jeunes et 1 000 appelés du contingent.

### Effets d'annonce

Un certain nombre des pseudo-mesures du ministre ne sont en fait que la constatation des faits. Par exemple, Allègre annonce qu'aucune classe de Bac ne dépassera « en règle générale » 35 élèves. C'est beaucoup trop et c'est précisément la situation actuelle dénoncée par les grévistes. Il y a en effet presque toujours 35 élèves par classe. C'était encore il y a quelques jours un scandale, ce sera demain un progrès de la réforme. Les effectifs maximum devraient être de 25 élèves par classe, comme l'avait admis pour le collège la réforme Haby de 1977 (on est revenu depuis sur ce plafond de 25 élèves par classe au collège). Dans la même veine, les 4 milliards de francs « accordés » pour la rénovation des lycées ne sont qu'un prêt aux régions. Les présidents de région, souvent de droite, ont ainsi eu beau jeu de rappeler au ministre que l'État aurait mieux fait de rembourser les 5,5 milliards de francs qu'il leur doit. Finalement, il n'y a absolument rien de positif dans les réformes promises par Allègre et rien non plus qui puisse satisfaire les revendications, pourtant particulièrement légitimes, des lycéens. La seule chose notable c'est la méthode d'Allègre que résume le commentaire de son prédécesseur au ministère, François Bayrou : « Les lycéens dirons si ce dispositif leur suffit. Peut-être avez-vous choisi de laisser s'essouffler le mouvement suffisamment longtemps pour que la réponse soit positive? ». C'est fou ce que l'opposition rend intelligent.

Franck Gombaud

## Les vrais casseurs : L'État et le patronat!

**Q**UAND DES JEUNES, LYCÉENS ou étudiants, expriment une révolte, réelle bien que diffuse, s'organisent, se mettent en grève et défilent dans les rues, les médias ont l'habitude de se focaliser sur les « casseurs ». Le phénomène n'est pas nouveau et ce mouvement ne fait pas exception à cette règle bien établie. La télévision préfère montrer quelques vitrines brisées plutôt que s'intéresser réellement à des manifestations regroupant des centaines de milliers de lycéens. Dans le climat sécuritaire qui domine l'actualité, l'État a largement déployé ses forces de l'ordre établi. Le mardi 20 octobre à Paris, ils

étaient plus de 5 000 pour un peu moins de 30 000 jeunes. À cette occasion, les lycéens venant de banlieue ont été fouillés à de multiples reprises : dans les trains et les gares, avant d'accéder place de la Nation puis tout au long de la manif. Casquette, écharpe, survêtement et baskets de marque, un « uniforme » qui vaut contrôles permanents. Légitimée, banalisée, cette pratique de fouille systématique est pourtant lourde de conséquences. Elle signifie qu'une population dans son ensemble, celle des cités, est considérée comme potentiellement criminelle. À cet égard, le témoignage d'un responsable policier interrogé avant le début de cette manif est édi-

fiant. Cité par *Le Monde*, ce haut gradé estimait le nombre de « casseurs » présents « entre 500 et 1 000 ». Pourtant aucune vitrine n'avait encore volé en éclats... Le bon vieux « classe pauvre, classe dangereuse » a toujours fait recette. Aujourd'hui encore, cette équation est mise en avant et sont jetés les qualificatifs de « racaille, caillera ou encore lascar » afin de mieux diviser et opposer les bons élèves... des mauvais. Mais dans la réalité, ces derniers ne sont, pour la plupart, même plus élèves. Cette fameuse rupture générationnelle évoquée par la presse et tous les soi-disant spécialistes de la jeunesse, est simplement une ligne de partage entre ceux qui ont encore la tête hors de l'eau et ceux qui ont déjà coulé. Les premiers, encore intégrés dans le système scolaire, se battent contre la précarité du quotidien et de l'avenir alors que les seconds ne pensent plus qu'à la survie, la démerde, le business quitte à arnaquer son voisin. Mais les premiers savent aussi qu'ils peuvent glisser de l'autre côté de cette ligne de partage. Alors, la lutte n'en devient que plus urgente. D'un côté comme de l'autre, cette génération est réunie par le fait d'être soumise à la précarisation générale de la société. Et les lycéens

### Pour un véritable service public d'éducation

L'enjeu réel de ce mouvement et de ceux qui suivront inévitablement est cependant plus important que quelques rustines sur un système autoritaire, inégalitaire et centralisé. Nous ne défendons pas l'éducation nationale parce qu'il serait tout de même paradoxal de voir des anarchistes au chevet d'un des principaux outils de la domination idéologique de l'État républicain. Par contre c'est l'occasion de défendre notre conception de ce que doit être un véritable service public de l'éducation. Service public, pour nous cela veut dire trois choses : universel, totalement non marchand et gratuit, géré par ses usagers. Nous devons ainsi nous battre contre les filières ultra-courtes qui, sous prétexte d'enseignement plus concret, ont pour fonction de faire sortir de l'école le plus possible d'élèves, le plus rapidement possible. L'école doit être ouverte à tous, dans les mêmes conditions matérielles et pour cela être parfaitement gratuite (transports, livres et fournitures, repas dans les cantines et voyages scolaires compris). Enfin et surtout l'école doit être la propriété véritable de ses acteurs et non la propriété de l'État ou des curés. Éléves, profs, parents, doivent selon nous autogérer les écoles, les collèges et les lycées.

Franck - groupe Sabaté (Rennes)

en lutte l'ont bien compris en popularisant le slogan « Qui sème la galère récolte la colère! ».

### Précarité : Ras le bol!

La galère, c'est bien la précarité. Précarité dans les conditions d'études mais précarité aussi pour l'entrée dans le monde du travail. Déjà, en 1994, les lycéens s'étaient radicalement battus contre une mesure de précarisation générale de leur entrée sur le marché de l'emploi. C'était alors l'époque de la lutte victorieuse contre le CIP. Aujourd'hui, tout aussi sournois que le CIP, mais légitimés par toute la bonne conscience « de gauche », les emplois-jeunes s'installent de plus en plus dans la normalité des premiers bou-

lots, pour ceux qui ont la chance d'en avoir un. Il paraît aussi qu'un des slogans le plus populaire lors de la dernière grande manifestation parisienne fut « Dans grève, il y a rêve ». Les lycéens ont compris qu'il est temps de repenser l'éducation mais aussi de rêver d'un autre avenir et qu'il n'y a rien de mieux que la grève pour poser les choses à plat, se rencontrer, discuter, échanger et rêver. C'est bien dans ces moments que les idées se diffusent le plus rapidement, que des solidarités se forment et que les projets s'élaborent. D'ailleurs rêve, c'est aussi présent dans Révolution et en plus il y a évolution... quand le rêve peut devenir réalité.

Patrick et David  
groupe Durruti (Lyon)

Sortie d'une série de 6 autocollants spéciale lycée (15 F les 100) à commander à la librairie du *Monde libertaire* (145, rue Amelot, 75011 Paris).

**le monde libertaire** Rédaction-Administration : 145, rue Amelot 75011 Paris. Tél. : (1) 48 05 34 08 Fax : (1) 49 29 98 59

### Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom ..... Prénom .....  
Adresse .....  
Code postal ..... Ville .....  
Pays ..... A partir du n° ..... (inclus).  
Chèque postal  Chèque bancaire   
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

**Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.**  
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris  
Directeur de publication : André Devriendt  
Commission paritaire n°55 635  
Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé, 76200 Dieppe.  
Dépôt légal 44 145 - 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 - La Vigie  
Diffusion N.M.P.P.